

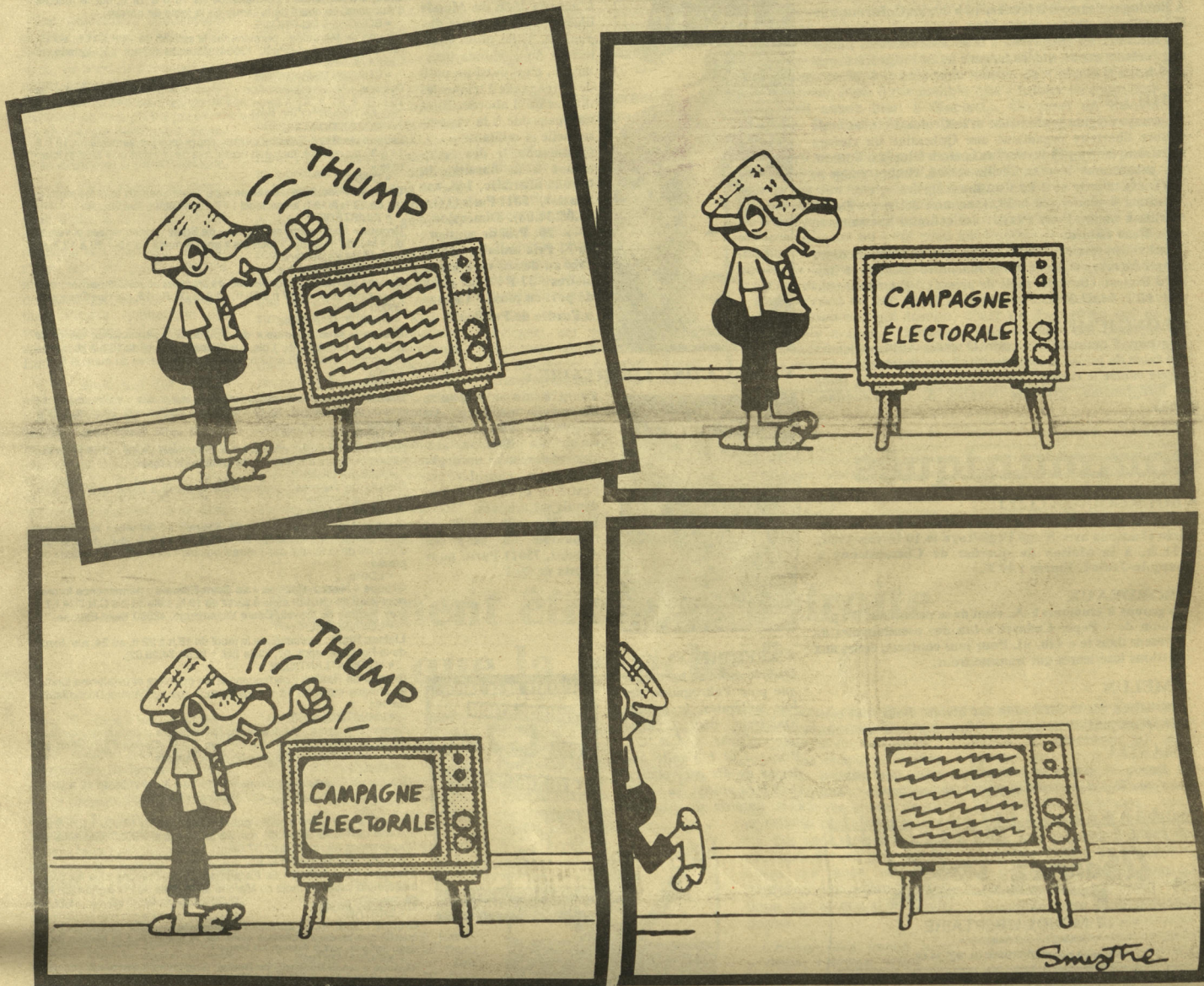
le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 604 JEUDI 29 JANVIER 1986 8,00 F

L'INTOX A DOMICILE



LE CORAL

Derrière la calomnie,
c'est le procès
de la tendresse
dont il s'agit !
PAGE 6

DÉSARMEMENT

La dernière
de Gorbatchev ?
Réduire les armements
nucléaires !
PAGE 8

HAN RYNER

Individualiste, pacifiste
et militant
d'une pédagogie
libertaire.
PAGE 10

F°P. 2520

débats

• PARIS

La commission propagande des Relations Intérieures organise un cycle de cours sur l'anarchisme. Ces cours s'adressent à toutes les personnes souhaitant préciser leur connaissance de la pensée anarchiste. Chaque mardi, un thème sera abordé : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « L'organisation anarchiste », « Le mouvement anarchiste en France », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Prochain cours : « Anarchisme et mouvement ouvrier », par J. Toublat, mardi 4 février, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e.

• NORD/PAS-DE-CALAIS

Meetings libertaires : « Mars 1986 : quelle alternative au vote ? ».

A Boulogne : samedi 8 février, 14 h 30, au Coliséum, rue Ernest-Hamy, Boulogne-sur-Mer.

A Lille : samedi 15 février, à la M.J.C. de Fives ; meeting, débats, expos, vidéos à partir de 14 h. Concert rock à 18 h.

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaire organisent une Quinzaine du cinéma libertaire, du 5 au 18 février, au cinéma Utopia à Toulon. Au programme : « La Cécilia », « L'Ombre rouge », « Viva la muerte », « La Cousine Angelica », etc.

Vendredi 7 février, 20 h 30, rencontre-débat : « De La Cécilia à Sollies-Pony (Var) : des colonies libertaires », avec René Gieure.

Vendredi 14 février, 20 h 30, projection du film « Ecoulez May Picqueray », suivi d'une rencontre-débat avec Bernard Baissat. (Buvette, table de presse...) Pour tout contact, tél. : 94.62.39.13.

• LONGJUMEAU

Le groupe Commune-Libertaire (Fresnes-Antony) tiendra une table de presse et interviendra à une Soirée de la fraternité contre le racisme, samedi 1^{er} février, à 21 h, stade de Longjumeau, gymnase Nicolas, 5, rue Léontine-Sohier.

communiqués

• BOURGOIN-JALLIEU

La liaison F.A. et le Collectif anarchiste organisent une soirée chansons avec Serge Utgé-Royo le 10 février 1986, à 21 h, à la Maison de quartier de Champsleuny à Bourgoin-Jallieu. Entrée : 40 F.

• BORDEAUX

Un groupe d'étudiants F.A. vient de se constituer, il a pris le nom de « Pépin Cadavre » (un des pseudonymes de Brassens dans le « Lib. »). Pour tous contacts, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• MELUN

Une liaison est en formation sur Melun. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• BASTIA

La liaison de Bastia se reconstitue, pour tout contact écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amélot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

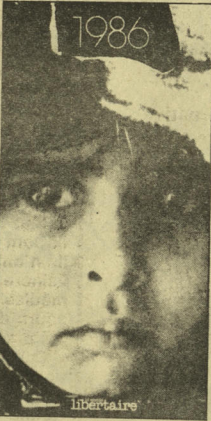
éditions

• AFFICHE

La commission propagande des Relations Intérieures de la F.A. vient d'éditer une affiche anti-électorale (42 x 56). Prix : 1,10 F l'unité au-dessus de trente exemplaires. Disponible à la librairie du Monde libertaire.



• AGENDA



L'agenda 1986 du Monde libertaire est toujours disponible. Utile pour vous, lecteur du « Monde libertaire », c'est aussi un outil de propagande à travers les thèmes qu'il aborde. Il est indispensable à la vie personnelle et militante. Commandez-le dès maintenant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (Tél. : 48.05.34.08). Dimension : 10 x 20. Prix de soutien : 70 F. Prix unitaire : 55 F. Prix au dessus de 5 exemplaires : 37 F l'unité (frais de port en plus). Chèque à l'ordre de Publico.

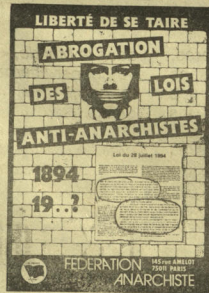
• « MAGAZINE LIBERTAIRE »



Le n°8 du « Magazine libertaire » est paru. Au programme : « Les droites », des libéraux aux extrémistes, avec un programme complet de l'extrême droite française depuis ses origines. Le « Mag. lib. » n°8 est disponible au 145, rue Amélot, 75011 Paris, pour le prix de 20 F.

• AFFICHE

Dans le cadre de la campagne pour l'abrogation des lois scélérates, le groupe Malatesta vient d'éditer une affiche (64 x 90). Prix : 1,20 F l'unité au-dessus de dix exemplaires et 10 F en poster. En vente à la librairie du Monde libertaire.



sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — **PAGE 3 :** Editorial, Meeting libertaire à Lille, Comment être plus à droite que la gauche ? — **PAGE 4 :** Etat socialiste ou libéral : verdict sans appel, Licencié pour fait de grève — **PAGE 5 :** Procès d'un objeteur déserteur, Roger Hagnauer est décédé, Extradition, Procès du racisme ? — **PAGE 6 :** Coral, la tendresse en procès, La contre-insurrection perd son pape — **PAGE 7 :** Quelle aide pour le tiers monde ? — **PAGE 8 :** Haïti, R.F.A., Le désarmement est pour demain... — **PAGE 9 :** Nouvelles de Grèce, Troisième congrès du mouvement syndical uruguayen — **PAGE 10 :** A propos du « Sphinx rouge » de Han Ryner — **PAGE 11 :** Programmes de Radio-Libertaire, T.L.P., Notes de lecture — **PAGE 12 :** La misère politique de l'électeur moyen en France.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

liste des permanences des groupes f.a.

- AISNE
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.
- ARDECHE
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
- BOUCHES-DU-RHONE
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
- CHARENTE-MARITIME
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
- COTES-DU-NORD
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
- DOUBS
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.
- FINISTERE
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.
- GARD
Groupe du Gard : permanences les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h, à l'A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.
- HAUTE-GARONNE
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
- GIRONDE
Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
- HERAULT
Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.
- ILLE-ET-VILAINE
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.
- INDRE-ET-LOIRE
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
- LOIRE
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
- LOIR-ET-CHER
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).
- LOIRE-ATLANTIQUE
Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.
- MAINE-ET-LOIRE
Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bodillon, Angers.
- MANCHE
Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.
- NORD
Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : 16.20.57.37.06.
- PYRENEES-ORIENTALES
Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les premiers dimanches du mois au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).
- SARTHE
Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous les seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.
- SEINE-MARITIME
Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.
- GROUPE DE ROUEN : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.
- VAR
Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.
- VIENNE
Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au cours de la tenue de la table de presse au marché de la Z.U.P.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Meeting libertaire à Lille

« **M**ARS 1986 : quelle alternative au vote ? » C'est sur ce thème que le groupe anarchiste de Lille organise un meeting samedi 15 février, à la M.J.C. de Fives, rue Massenet (1).

Elections Foirs aux illusions

Les anarchistes condamnent la lutte électorale. Mais, s'ils refusent de participer aux élections, ce n'est ni par passivisme ni par dogmatisme. En effet, les effets mystificateurs du système électoral ne sont plus à prouver. La sociologie politique a largement démontré le côté illusoire de la démocratie parlementaire.

Jadis, l'Etat fondait sa souveraineté sur une monarchie de droit divin. A la fin du XVIII^e siècle, lorsque la bourgeoisie a proclamé la République — après s'être servi du peuple comme main d'œuvre —, elle s'est demandé quel moyen employer dans l'ordre symbolique des représentations collectives pour assurer la légitimité du nouvel Etat.

C'est ainsi que fut inventé cette fameuse et prétendue « souveraineté du peuple » ; un peuple qui, par un habile retournement législatif, va se voir investi en théorie de la souveraineté et, en pratique, privé de toute responsabilité par le mécanisme électoral et la délégation de pouvoir. Aujourd'hui, la situation n'est pas dif-

férente et le suffrage universel n'a rien changé.

Une farce dangereuse

Participer aux élections correspond à répandre la conception bourgeoise de la politique. Et quelque soit la sincérité des gens qui soutiennent les listes écologistes ou d'extrême gauche, leur prestation électorale constitue un danger ; un danger car le citoyen, une fois de plus, va être l'objet d'une véritable opération d'intoxication psychologique.

L'électoratisme, en effet, de par sa nature et sa fonction mêmes, permet le renforcement de l'idéologie dominante. Comment ? En plaçant les candidats en position de messies distillant la bonne parole (parfois malgré eux) et les électeurs en position de bétail juste bon à glisser un bulletin dans l'urne. Comment ? En faisant croire que le vote d'un travailleur a autant de poids que celui de son patron, que les élections nous mettent sur un pied d'égalité avec les capitalistes et les technocrates.

Comment ? En nous persuadant que le jeu démocratique permet de faire évoluer les choses fondamentalement, alors que dans l'histoire toutes les conquêtes sociales ont été réalisées suite à des manifestations de rue et des mouvements de grève. Comment ? En nous présentant le vote comme une forme de contrôle populaire, alors que le mandat impératif et la révocabilité des élus ont été

déclarés illégaux par la jurisprudence. Comment ? En supposant que les politiciens sont là pour défendre les intérêts de ceux qui les ont élus, alors que tous les acquis de la sociologie, encore une fois, démontrent que la classe politique possède des intérêts propres et une logique interne inhérente au pouvoir ; le corps électoral étant conçu uniquement comme un simple réservoir à suffrages. Enfin, les pouvoirs politico-économiques qui régissent notre vie se situent bien au-dessus des joutes électorales !

Pour une alternative libertaire

Bref, une société libertaire, fédérative, égalitaire et autogérée ne sortira pas des urnes. Les seules luttes véritablement efficaces dans le cadre du système actuel sont celles qui approfondissent le niveau de conscience des gens. Les élections perpétuent les vieilles habitudes de passivité et de soumission.

Ce n'est pas en appelant à déléguer ses pouvoirs qu'on habituera les gens à se prendre en charge et à lutter. Toute transformation de la société sera bien plutôt, selon nous, le fruit d'une action en profondeur sur les bases anticapitalistes et anti-autoritaires de l'anarcho-syndicalisme (2).

GR. DE LILLE

(1) A partir de 14 h : meeting, débats, stand librairie, exposition et vidéos (May Picqueray et Maurice Joyeux). De

Editorial

PAR quelle finesse peut-on résumer l'esprit de la campagne électorale qui se déroule actuellement dans nos télévisions, journaux, murs et bientôt, pourquoi pas, sur les chevaux du tiercé : « Vivement Chirac » sur la casaque de Darrie Boutboul, voilà qui aurait de l'allure ? Le vice va décidément se nichier partout.

Entre « Vivement demain avec le R.P.R. » et « Au secours ! la droite revient » (moi, je ne savais même pas qu'elle était partie), le bon peuple est servi. Et bien servi... à la louche, des assiettes bien pleines et bien chaudes. Dépêchez-vous de manger, ça va refroidir, et je vous préviens y'aura pas de dessert... L'image est hardie, mais incomplète. Après, c'est l'électeur qui va se faire bouffer.

En attendant, chaque meeting (chaleureux), chaque réunion (enthousiaste) nous apporte son lot de petites phrases assassines à faire pâlir d'envie les habiles faiseurs de proverbes chinois. Toujours polis, les petites phrases assassines ; au fleuret moucheté ! On rigolerait mieux si cela tournait à l'engueulade magistrale, à la franchouillarde gauloiserie, à la calomnie même. Je n'ai pas d'exemple à donner, mais il me semble que « fumier de lapin maigre » irait assez bien à Giscard... On peut en trouver d'autres. De toute façon, ça ne relèvera pas le niveau ambiant.

Le parti communiste larmoie, Le Pen se dégonfle peu à peu, Chirac astique ses bottes et Lecanuet ses dents, Fabius fait des ronds de jambes, les centristes s'enlisent... Ils sont tristes, ils sont môches, et ils sont cons. Et surtout, ils n'ont pas grand chose à dire, l'essentiel c'est de convaincre. L'intox au petit pied est maîtresse de nos multimédias. Vivement Berlusconi qu'on saucissonne les disques de Chirac entre deux publicités pour les couches culottes et la « Vache qui rit ».

Ces escrocs de sac et de cordes nous rameutent. Pour un Chevenement qui tombe, c'est un Peyrefitte qui se lève. Il n'y a que la longueur des oreilles qui change. Donne-moi ta voix et le monde sera beau ou plutôt donne-moi ta montre et je te donnerai l'heure.

18 h à 23 h : concert de rock avec les groupes Art Turtur, Plaisir solitaire et Scrap (sous réserve) ; participation aux frais volontaire. Sandwichs et boissons à volonté.

(2) Alternative globale à la société (syndicats d'étudiants, de consommateurs, de chômeurs, de locataires, de prisonniers, de travailleurs...);

aujourd'hui groupements de résistance fonctionnant sur le principe de la démocratie directe et du fédéralisme, indépendants des partis, du patronat et de l'Etat, l'anarcho-syndicalisme se définit non seulement comme un outil de lutte au service des luttes revendicatives mais aussi comme le noyau de la société libertaire.

Comment être plus à droite que la gauche ?

DE tous les systèmes politiques, dans les nations industrielles, la démocratie parlementaire s'est avérée le meilleur pour assurer la pérennité de la société de classes. Il prévient ou atténue les tensions sociales. Il anesthésie le prolétariat en lui présentant le bulletin de vote comme un moyen de changer la vie. Il permet également d'arbitrer les conflits d'intérêts entre les diverses composantes de la classe dominante.

Pour que le système marche, le personnel politique doit jouer correctement son rôle, c'est-à-dire, avant tout, occuper le devant de la scène, amuser la galerie. La gestion c'est, pour l'essentiel, le boulot d'un appareil d'Etat qui lui ne change pas tandis que les ministres sautent allègrement de la culture à l'agriculture ou de la marine marchande aux P.T.T...

Le personnel politique doit donc, au moment opportun, penser aux diverses clientèles électorales qu'il se partage, chacun essayant, à l'occasion, de grignoter le patrimoine de l'autre. D'où l'immense nécessité des programmes. Avant

les élections, bien sûr ! Après, c'est une autre histoire sans cesse renouvelée, celle des promesses envolées et des illusions perdues. Tout ça à cause de ces satanées réalités auxquelles on ne pense jamais quand on est dans l'opposition, allez savoir pourquoi...

L'herbe sous le pied...

A l'approche du 16 mars, donc, Mitterrand et le Parti socialiste retrouvent les accents d'avant le 10 mai 1981. Pour peu ils redéplairaient les étendards écarlates de la lutte des classes. La droite, elle, a élaboré une plate-forme. La conception et l'accouchement en ont été laborieux. En effet, la gauche au pouvoir a été dure pour l'ouvrier et généreuse pour le patron. Mais la petite et moyenne bourgeoisie, qui constitue les plus gros bataillons électoraux de la droite, en veut « toujours plus », comme dirait l'autre rigolo.

Le problème n'est pas simple car, ainsi que le remarque benoîtement Alain Vernholes

dans le Monde, « la droite s'est vu couper l'herbe sous le pied (par une gauche) confrontée aux dures réalités du pouvoir ». De ce fait, « entre la droite et la gauche les divergences de vue se sont considérablement réduites ces dernières années. »



— Elections, élections, faites-moi crédit, vous paierez plus tard !

La droite s'est donc ramonée les méninges pour trouver de quoi aguicher sa clientèle de patrons, de boutiquiers, de négociants, de propriétaires, de galonnés, de flics, de racistes, de patriotes, de calotins, de spéculateurs, de riches investisseurs et de pauvres cons...

Le résultat de ces cogitations c'est donc ce catalogue que, par anticipation, le gros Barre avait comparé à celui

d'une célèbre maison de vente par correspondance. Elle veut tout libérer, la droite libérale : les prix, les changes, l'école, les loyers, les patrons pour qu'ils puissent licencier encore plus vite et tirer davantage sur la corde de la flexibilité. Elle veut aussi supprimer cet impôt sur les grandes fortunes qui avait eu autant d'effet qu'une piqûre de moustique sur le dos d'un pachyderme.

L'heure sera venue aussi — nous l'avons déjà expliqué — de remettre aux « investisseurs » qui ont des capitaux plein les poches les entreprises « concurrentielles » regonflées avec l'argent des contribuables. Le Floch-Prigent, P.-D.G. socialiste de Rhône-Poulenc est du même avis. Et Edith Cresson ne semble pas contre (les sociaux n'avaient-ils pas, déjà, pondu une loi sur la « respiration » des entreprises nationalisées ?).

Il est des domaines où il toujours possible de faire mieux. Par exemple à propos des immigrés : l'U.D.F. et le R.P.R. annoncent carrément

le renvoi dans leurs pays de ceux qui perdraient leur emploi. En revanche, sur le couplet sécuritaire, ces messieurs sont un peu coincés ; l'opposition ayant trouvé, à l'Assemblée nationale, que Joxe en faisait un peu trop avec son fabuleux budget de « modernisation de la police ».

Et puis, il y a des points où ça vasouille fortement. Par exemple cette vaste amnistie fiscale pour les capitaux planqués à l'étranger dont on parle discrètement mais qu'on n'a pas osé inscrire noir sur blanc dans la plate-forme. Et aussi la réforme de la taxe professionnelle évoquée rapidement. Le député R.P.R. Michel Noir avait parlé de sa suppression devant un parterre d'industriels et de commerçants lyonnais émoustillés, ce qui a fait aussitôt rugir « le meilleur économiste de France » présent à la même tribune. Il a prédit les pires calamités si cette mesure irresponsable était appliquée...

Ah ! qu'il est difficile à la droite de se situer plus à droite que la gauche !

S. BASSON

Etat socialiste ou libéral Verdict sans appel

LORSQU'IL m'arrive de parler avec certaines personnes que je côtoie de la situation socio-économique dans notre pays et des perspectives inquiétantes qui se profilent à l'horizon, tout aussi régulièrement j'entends vanter les mérites des programmes politiques qui font en permanence référence au rôle de l'Etat en matière de mutations socio-économiques pour construire une société fondamentalement différente...

Fâcheuse habitude qui est un héritage du XIX^e siècle où furent conçues des théories dont l'acteur principal était l'Etat parce que l'on se trouvait alors à une période de nationalisme exacerbé caractérisée par l'éclatement des grands empires multinationaux et pluri-ethniques et la construction des « nations » modernes... Tout était centré sur l'Etat ; hors de lui, point de salut ! Même le marxisme qui prône la disparition de l'Etat (dans un futur bien lointain) s'est appuyé, à l'aube de notre XX^e siècle, sur des concepts nationalistes lorsqu'il fut instauré dans l'empire des tsars ; et contrairement à ce que l'on aurait pu croire, au lieu de travailler à la disparition de l'Etat, il s'est acharné à consolider l'ancien empire dont il s'était emparé, pour en faire un seul Etat (fédéral, il est vrai ; du moins dans les principes).

Privée ou publique l'exploitation reste l'exploitation

D'aucuns affirment, pour en revenir à notre pays, que pour mettre fin à une situation de monopole économique, « seule la nationalisation permet de restituer aux travailleurs ce qui leur appartient par leur travail ». Voilà le plus beau des non-sens que j'ai jamais

entendu, car les nationalisations aboutissent à la constitution d'un monopole d'Etat par le biais du capitalisme étatique. Avec comme corollaire le rôle omniprésent de l'Etat dans le fonctionnement de l'entreprise nationalisée et, pour conséquence, l'exploitation de tous les salariés de

par les salariés de leur entreprise et la gestion directe de celle-ci par ceux qui y travaillent ? Y compris avec les contraintes et contradictions qu'impliquent les distorsions inévitables entre la nécessité de sauvegarder/développer l'entreprise (rôle de la direction élue par tous les salariés) et

développés par trop de politiques sur la nécessité des nationalisations ou des dénationalisations. Veuillez, messieurs et mesdames de la classe politique, rendre aux salariés ce qui leur appartient : leur travail et le lieu de leur travail. Voilà ce qui doit être le seul vrai sujet des

les tenants des lignes officielles et de l'appareil des organisations au nom desquelles ils parlent ; qui se contentent du rôle revendicatif dans un système où chaque « pion » occupe la place définie par les théories du XIX^e siècle, avec un antagonisme de façade entre les détenteurs du pouvoir économique alliés (peu ou prou) à une partie plus ou moins importante de la classe politique. D'autre part, les organisations qui revendiquent pour contraindre les premiers à partager les miettes du festin. Voilà l'image qu'offre en cette fin du XX^e siècle la société française, telle qu'elle apparaît à travers les médias, les discours officiels, les grands-messes sociales ; alors qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur l'avenir de cette structure « conservatrice », car dès le début du III^e millénaire on commencera à remiser au placard les vieilles théories usées sorties du XIX^e siècle.

Et partout on trouve, bien que presque toujours minoritaires, des forces progressistes et alternatives qui essaient de réfléchir à ce que pourraient être la société de demain. Elles nient le rôle omnipotent de l'Etat et exigent la restitution à chaque individu de la totalité de ses libertés, à commencer par sa propre participation à toutes les décisions qui le concernent. Elles refusent l'organisation socio-économique actuelle, le maintien du système étatique de type libéral-capitaliste, ou son remplacement par un capitalo-collectivisme d'Etat. Elles exigent que chaque cellule économique, sociale, de quartier, municipale, etc., soit aux mains de ceux qui la font vivre et prospérer... Partout et toujours, elles ont combattu et continueront à combattre le centralisme jacobin de la République, hérité de Louis XIV, renforcé par Robespierre lorsqu'il écrasa les fédéralistes, amplifié par Napoléon 1^{er} et réinstauré par de Gaulle ; et tous ses corollaires formés par les organisations calquées sur l'Etat jacobin et intégrés à celui-ci.

Est-ce que se contenter du réel quotidien, de ce que l'on a aujourd'hui, du système existant dans notre pays, comme le font les composantes figées des organisations socio-professionnelles, permet d'aller de l'avant dans la voie du progrès social ? Depuis 1981, on a une démonstration flagrante du contraire... Ne vaut-il pas mieux faire entrer une part d'utopie dans les projets élaborés et les propositions qui en découlent, pour engager progressivement l'ensemble de notre société vers un ordre meilleur, plus juste, plus fraternel, plus égalitaire, qui ne sera certes jamais tel qu'on a pu se l'imaginer, mais qui s'efforcera en permanence de progresser vers cet idéal ?

J.-L. DESTABLE

UN HOMME SUR DEUX DONNE DU BOULOT A L'AUTRE..



l'entreprise en question par l'Etat (bien que certains s'acharnent à le nier).

Est-ce le rôle de l'Etat et la responsabilité de la nation de gérer, par le biais de grands commis, issus de l'administration, ces entreprises que certains prétendent avoir restituées aux salariés ? Ne devrait-on pas envisager à la place de ces fameuses nationalisations, une appropriation

des exigences de progrès social (rôle de la représentation du personnel par le biais des diverses institutions existantes ou à créer). Ces deux pouvoirs sont issus de la même source : les salariés propriétaires de l'entreprise et qui travaillent.

Il y a là une forme d'organisation socio-économique qui nie le rôle prééminent de l'Etat et s'oppose aux concepts

débats qui vous opposent pour la forme, car tant les uns que les autres, soit en nationalisant, soit en dénationalisant, vous ne faites que pérenniser le système capitaliste (qu'il soit privé ou public). Les nationalisations actuelles n'ont été pour les salariés que le changement d'actionnaire principal et propriétaire des capitaux, donc exploitateur de la force de travail ; elles ressemblent étrangement à la pseudo-forme collectiviste des Pays de l'Est où fut imposé le capitalisme étatique... Et c'est bien logique puisque les deux formes procèdent de la même pensée : celle de Marx.

Vers une société différente

A partir de cet exemple on peut comprendre les nombreuses interrogations et forces centrifuges qui, tant à l'intérieur des organisations socio-professionnelles que dans le secteur de l'économie sociale (Scop, mutuelles, mouvements associatifs...), provoquent une césure bien plus importante que les querelles de chapelles sur la flexibilité, l'affaire Hersant, l'alternative politique en 1986 et la cohabitation, la trahison de la gauche en 1981 ou en 1984...

D'un côté on trouve une masse figée, stagnante, accrochée à l'organisation actuelle de la société calquée sur le centralisme jacobin étatique ; bien souvent représentée par

Licencié pour fait de grève

APRÈS les sanctions prises à l'encontre de sept militants de la C.G.T. pour avoir lutté contre son plan de restructuration et de filialisation (1), la direction de l'U.A.P. continue sa politique de répression vis-à-vis des salariés en décidant de licencier un employé pour... fait de grève ! Monsieur I..., employé au restaurant de l'établissement Vendôme, avait manifesté à plusieurs reprises auprès de la hiérarchie la nécessité d'améliorer les conditions de travail, mais également la qualité de la restauration pour le personnel et surtout les conditions d'hygiène.

Face à l'inertie de la direction, M. I... a fait grève plusieurs fois avec l'appui de la section C.G.T. de l'établissement Vendôme. Le 14 octobre 1985, après un premier conseil de discipline, il avait déjà été sanctionné par une mise à pied de

dix jours pour les mêmes raisons.

Les faits

Les 8 et 16 juillet 1985, M. I... se déclare en grève pour protester contre les mauvaises conditions de travail à la plonge du restaurant. Le rythme du travail, la chaleur qui se dégage et s'accumule dans ce petit local justifient le bien fondé de cette démarche revendicative.

De plus s'ajoute à ces conditions de travail déplorables l'attitude particulièrement insultante du gérant de la société Eurest (2) à l'encontre du personnel (et notamment des travailleurs immigrés, comme c'est le cas de M. I...). Cet individu (qui a été déplacé et remplacé depuis) refuse de respecter le contrat de gestion conclu entre la direction de l'U.A.P. et la société prestataire qui prévoit un certain

nombre de garanties quant au niveau des effectifs et aux conditions de travail. À ce sujet, de nombreuses altercations éclatent entre M. I... et le gérant du restaurant d'entreprise.

Le 29 novembre 1985, M. I... est à nouveau en grève, toujours avec le soutien de la section C.G.T., aucun changement n'étant intervenu depuis plusieurs mois dans l'amélioration des conditions de travail. C'est ce que lui reproche la direction qui décide de le licencier le 9 janvier 1986 après un deuxième conseil de discipline, remettant ainsi en cause le droit de grève. L'U.A.P. réaffirme ainsi son autorité et la liberté de licencier comme bon lui semble ceux qui essayent de vivre de leur travail en luttant pour améliorer leurs conditions de salariés.

L.F.

(1) Voir « Monde libertaire » n°572 du 25 avril 1985.

(2) Eurest : société chargée de la restauration à l'U.A.P.

EXTRADITION

Faites le vous-même !

EST-IL si difficile d'extraire vers leur pays d'origine des ressortissants italiens ? La question, pour un gouvernement, est plus compliquée qu'il n'y paraît. En effet, le marchandage des réfugiés avec le gouvernement italien risque fortement d'entacher l'image de marque de la France, terre d'asile. Mais entre Etats démocratiques, tout est permis.

Etat démocratique, s'entend ! Quand on pratique la torture, comme le fait l'Italie, que les lois d'exception sont devenues ordinaires, que l'on emprisonne sans procès, que l'on érige la délation en preuve... on est mal placé pour donner des leçons sur les droits de l'homme, et tout Etat qui se fait complice en accordant aux demandes d'extradition perd tout crédit dans ce domaine.

Seulement voilà, les affaires sont les affaires et convient-il de rater quelques transactions commerciales pour une poignée de gêneurs aux idées toujours subversives quel que soit l'endroit où ils se trouvent. Le tout est de se mettre d'accord sur le maquignonnage et sur le prix.

Lassés de ces état d'âme et pressés d'en finir avec les lenteurs de l'administration judiciaire, des membres du Comité de contre-information et de solidarité (1), irresponsables s'il en est, ont décidé de procéder eux-mêmes à la livraison de cinq d'entre eux. C'est ainsi que le mercredi 22 janvier, l'agence Alitalia des Champs-Élysées a eu la surprise de se voir proposer le frêt de cinq passagers dûment ficelés et empaquetés. Désarçonnés par l'aspect gratuit de cet acte, ces professionnels des échanges internationaux ont été jusqu'à faire mentir

leur devise : « Avec Alitalia, vous y seriez déjà ».

D'ores et déjà d'autres actions sont prévues et ce jusqu'à la libération des ressortissants italiens actuellement emprisonnés.

Salami, Chorizo et Mortadelle

(1) Comité de contre-information et de solidarité, 15, rue Gracieuse, 75003 Paris.



Il avait, selon eux, un « regard de pédé » et une « tête de raton ». Il en est mort ! Le 14 novembre 1983, Habib Grimzi, jeune Algérien de 25 ans, était frappé à mort et jeté du train Bordeaux-Vintimille par trois pauvres tarés, aspirants légionnaires.

Le procès qui se déroule actuellement devant la Cour d'assise de Montauban est, finalement, un procès « incomplet » tant il manque de monde sur les bancs des accusés. Baptisé par la presse le « procès du racisme », ce n'est en fait que le jugement de trois marginaux aux cerveaux malades ; trois brutes épaisses qui ont assassiné un homme comme s'ils faisaient une bonne blague.

Rappelez-vous leur arrestation : les effets de l'alcool un peu dissipés, ils pensaient bien avoir « fait une connerie », mais demandaient candide aux policiers s'ils allaient être relâchés rapidement... Aujourd'hui, l'un d'entre eux craque lamentablement et réclame qu'on lui inflige une

peine maximum pour ce « crime dégueulasse » qu'il a commis avec ses copains.

Mais dans le box des accusés, il manque du monde... Où est l'armée française ? Où est passé le caporal-chef de la Légion qui avait la garde de ces trois recrues de choix ? Pourquoi les militaires passent-ils aujourd'hui à travers les mailles du filet judiciaire ? (1) Où sont donc ceux, leaders politiques ou éditorialistes de certains grands torchons nationaux qui, par leurs appels à la croisade contre les « étrangers » ou leurs arguments racistes ont — involontairement ? — armé les tueurs du Bordeaux-Vintimille ? Où sont passés les témoins de la scène ? Habib a été massacré devant quatre-vingt-quatre personnes, sans doute pas assez nombreuses pour intervenir contre la folle de trois mecs bourrés ?

Il est intéressant de constater que, suivant les cas, la justice s'entend qu'aux seuls faits ou non... A Montauban, dont acte, l'itinéraire militaro-raciste des trois accusés n'explique en aucun cas leur geste. Et des Béani, des Vidal, des Blondel peuvent continuer tranquillement à grossir les rangs kakis des troupes d'élite de la République



française... par centaines, en ces temps de chômage !

A croire que, finalement, les trois assassins de Habib Grimzi ne sont qu'une simple bavure à effacer par des années de prison... pour que tout rentre dans l'ordre. Alors, le « procès du racisme » ? C'est chaque jour, dans les entreprises, les quartiers, les lycées, partout et vingt-quatre heures sur vingt-quatre, qu'il doit être tenu ! Pour enrayer la machine de mort et la détruire, une bonne fois pour toutes !

GIL (Gr. Libertad)

(1) Le lendemain du crime, seuls quelques dizaines de militants antiracistes s'en étaient pris directement à la Légion, déversant symboliquement de la peinture rouge devant l'entrée du centre de recrutement de Paris.

Affaire Luc Tangorre

Ce garçon de 26 ans a passé son cinquième Noël en prison : il est très probablement innocent des viols pour lesquels on l'a condamné à quinze ans de réclusion (1) et victime d'une tragique ressemblance avec l'auteur des faits (2).

Nous souhaitons informer l'opinion de cette affaire qui peut arriver à n'importe qui : nous tenons donc à votre disposition un dossier de presse, réunissant tous les articles parus depuis l'arrestation de Luc (c'est un journal grand format, de 24 pages). On peut nous le commander à l'adresse suivante : groupe Albert-Camus, 1 bis, rue Gramat, 31000 Toulouse (5 F l'exemplaire).

GR. ALBERT-CAMUS

(1) Le « Monde libertaire » a récemment consacré à cette affaire une page.
(2) Un ouvrage a été consacré à Luc Tangorre, il s'agit de « Coupable à tout prix » de Gisèle Tichané. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire, 68 F.



Roger Hagnauer est décédé

DEUX mois et dix jours après sa compagne Yvonne Hagnauer, fondatrice de la Maison d'enfants de Sèvres, Roger Hagnauer nous a quittés le samedi 11 janvier 1986.

Roger Hagnauer, né le 19 juillet 1901 à Paris, de famille alsacienne, fut d'abord instituteur, puis professeur de collège. A dix-huit ans, en 1919, il milita en faveur de la Troisième Internationale. Au cours de son service militaire en Allemagne occupée, il lutta pour la fraternisation, ce qui lui valut six mois de détention à Mayence. Dès 1925, il est près de Pierre Monatte, Alfred Rosmer, Maurice Chambelland, Boris Souvarine qui s'opposent à la « bolchevisation » du parti communiste, et il participe avec ces derniers, Robert Louzon et Ferdinand Charbit, à la création de la *Revolutions prolétarienne*, revue qui se voulait la continuation authentique de la *Vie ouvrière*.

Dès cet instant, la vie d'Hagnauer était tracée : membre de cette fraction du

syndicalisme révolutionnaire qui adhéra quelque temps au léninisme, il en comprit vite le danger et combattit l'influence des théories et des pratiques bolcheviques et staliniennes dans le mouvement ouvrier. Les fondements de la doctrine d'Hagnauer sur le syndicalisme étaient proches de ceux de Pierre Monatte : indépendance et unité, mots d'ordre qu'il développa principalement dans les syndicats d'enseignants.

En 1939, il est élu secrétaire général du syndicat de l'enseignement de la région parisienne. Avec Yvonne Hagnauer, il participe à la lutte contre le bellicisme et signe avec elle le tract appel de Louis Lecoln *Paix immédiate* ; ils sont à ce titre révoqués et inculpés. Pendant l'occupation, Hagnauer est poursuivi comme israélite et résistant ; il milite à Clermont-Ferrand dans la clandestinité.

En 1941, Yvonne Hagnauer fonde la Maison d'enfants de Sèvres, destinée à l'origine à héberger des enfants de la

région parisienne victimes des restrictions alimentaires. Elle devint rapidement un refuge pour des enfants dont les parents étaient proscrits ou déportés et pour des adultes victimes de la répression ou réfractaires au S.T.O.

Roger Hagnauer participe, après la guerre, à la fondation de la C.G.T.-Force ouvrière. Il devient secrétaire de l'Union des syndicats F.O. de la région parisienne et de la Fédération F.O. de l'Education nationale. Cependant, il refuse d'abandonner la Fédération de l'éducation nationale autonome, attaché qu'il est à l'unité syndicale.

En 1967, Hagnauer participa à la fondation du Centre de sociologie libertaire avec Gaston Leval. Charbit disparu il y a quelques mois, Malfatti quelques semaines, Hagnauer hier, le typo, l'ébéniste, l'instit, le Livre, le Bâtiment, l'Enseignement : ils étaient parmi les derniers du vieux syndicalisme révolutionnaire.

J. TOUBLET

Six mois de prison ferme pour un objecteur

RÉMY LEGENDRE, objecteur de conscience depuis le 21 octobre 1981, avait refusé son affectation d'office à l'Office nationale des forêts (O.N.F.) et a été condamné, le 27 décembre 1985, à six mois de prison ferme... comme déserteur.

Ainsi que l'a expliqué à l'audience son défenseur, Rémy « pensant pouvoir choisir son affectation, s'est rendu à une visite médicale, à l'issue de laquelle son ordre de route lui a été donné. S'il avait tout refusé en bloc, l'affectation mais aussi la visite médicale, il serait aujourd'hui considéré comme insoumis. Se rendre à cette visite, dans sa logique d'acceptation du service civil, lui vaut de risquer aujourd'hui le triple de la peine ». Et, malgré un réquisitoire modéré, rejetant l'emprisonnement ferme mais également le sursis, les juges ont frappé fort, voulant sans doute

au-delà de la vengeance sociale affirmer le service civil comme composante intégrale du service national.

Au-delà de la différence de leurs choix et de leurs situations, les antimilitaristes doivent absolument rompre l'isolement et les divisions dans lesquels on les confine. Personne ne mènera leur lutte à leur place. A cet égard, il peut être significatif de noter que Rémy, postier au centre de tri automatique du Mans n'a reçu pratiquement aucun soutien de la part du syndicat C.F.D.T. auquel il est affilié.

Dans la perspective du procès en appel, qui doit avoir lieu à Angers, faisons en sorte de modifier le rapport de force. Nous donnerons de nouvelles informations sur cette affaire dans les prochains numéros du *Monde libertaire*. Quoi qu'il en soit affaire à suivre...

GÉRARD ET NIKMO

Coral : la tendresse en procès

Le procès du Coral vient de s'achever, le jugement est mis en délibéré et sera rendu le 6 mars prochain. Un mois et demi seront nécessaires au tribunal pour juger de la culpabilité ou non des inculpés du Coral.

En effet, si l'on s'attarde sur la dernière audience, consacrée entièrement à la défense, toutes les plaidoeries sont unanimes pour demander, d'une part, la relaxe pour tous et, d'autre part, pour souligner à quel point ce dossier monté en épingle par une presse unanime est bourré de vices de forme.

Si l'on refait l'historique de cette affaire qui a débuté en septembre 1982, on se souviendra de quelle façon celle-ci a été développée au travers des médias : une campagne de rumeurs, de mensonges, de crapuleries pour devenir une « chasse aux sorcières », comme l'a souligné M^e Vergès au cours de sa plaidoerie.

« Une chasse aux sorcières », orchestrée par la presse, mais aussi par un mythomane : Krieff, un commissaire menteur : Riou et n'oublions pas, dans le rôle principal, un juge obsédé : Salzman. L'instruction a été menée délibérément à charge, se basant sur des témoignages fragiles et peu fiables, sans confrontation ni aucune expertise médicale.

C'est le délire et le paroxysme qui secouent la France en ce mois de septembre 1982. C'est également par la mégalomanie d'un juge véreux qui croyait tenir l'affaire de sa carrière que des individus ont été brisés.

Comme le disait M^e Vergès : « L'affaire du Coral, ce n'est pas un os que Salzman tenait entre ses dents, mais un godemichet ! ». La métaphore est hardie, mais juste.

Salzman s'est servi de tous les moyens pour arriver à ficeler un dossier qui ne pouvait qu'émousser ses phantasmes : pressions de toutes formes sur des mineurs, allant jusqu'à montrer à un enfant présentant des troubles psychologiques, un catalogue de sex-shop ; n'hésitant pas non plus à envoyer Krieff à deux reprises et aux frais des contribuables en Hollande pour remonter cette filière de ballets bleus.

Il faut également insister sur le fait que Salzman a toujours refusé d'entendre les médecins qui pouvaient apporter des conseils de par leur expérience, de même qu'il a récusé tous les témoignages qui pouvaient nuire à ses phantasmes.

Aujourd'hui, des gens ont été inculpés et jugés pour « attentat à la pudeur et pédophilie », alors que Salzman n'a pas hésité à violer psychologiquement des enfants, et n'en

est pas inculpé pour autant. Pour la petite histoire, Salzman qui est juge pour enfant a toujours refusé toute promotion qui l'éloignerait de son cadre ! C'est dire son attrait pour les enfants !

Mais revenons-en plus précisément à l'affaire et au procès en lui-même. Ainsi le dossier « brûlant » de Salzman, avec ses 9 000 pièces et 4 000 pages, promettait un procès mouvementé ! Il n'en fut rien et la baudruche s'est dégonflée d'elle-même.

Le procès du Coral a été le procès de la tendresse. Quels sont les faits que l'on reproche à Claude Sigala et aux autres. Non pas d'avoir accueilli ces enfants, car si l'on se réfère à la plaidoerie de Mme le Procureur, elle a reconnu que cette expérience donnait des résultats positifs et intéressants. Mais où il y a désaccord, c'est



lorsque l'on aborde la manière... Donner de la tendresse, voilà où le bât blesse ! Au nom d'une certaine morale, il s'avère qu'aux yeux de la justice et de l'opinion publique en général, la tendresse équivaut à pédophilie, l'amalgame est hardi !

Ces enfants, qui ont traîné de milieux familiaux instables jusque dans des institutions dont chacun connaît les pratiques et l'ambiance qui y règne — les ouvrages de référence ne manquent pas —, ont trouvé au Coral un accueil qu'ils ne trouvaient pas ailleurs. Car ces « cas sociaux », comme on les a étiquetés, la société ne les acceptent pas et, au nom de la moralité publique et d'une certaine normalité, les cachent. Mais rien n'est fait pour les comprendre et les entendre.

Le Coral et les lieux de vie ont su les prendre en charge, acceptant leur différence. Ces mômes, frustrés depuis la plus tendre enfance, ressentant un besoin immodéré de tendresse, qu'ont-ils trouvé au Coral ? Des individus qui leur ont donné de la tendresse, une certaine chaleur humaine, qui les ont écoutés, essayés de les comprendre et qui leur ont appris à vivre, à aimer, à respecter les autres et à être respectés. Et, ils en sont plus ou moins sortis de leurs galères.

Aujourd'hui, la justice en est à condamner au nom d'une

morale des baisers, des caresses. Mais lequel d'entre nous n'a pas eu ces gestes de tendresse envers un enfant quel qu'il soit ! Cette affaire, qui repose sur un vide juridique indéfinissable, montée de toutes pièces par un juge « vicelard », tourne à la bouffonnerie et au grotesque.

Cependant des enfants en ressortent meurtris, des adultes ont été bafoués, calomniés sur la scène publique, une expérience (celle des lieux de vie) a perdu de sa crédibilité. Aussi, quel que soit le jugement qui sera rendu, rien n'effacera ni les mois de prison fait par Sigala ni les interrogatoires et les calomnies que tous ont subies.

Le procès du Coral est une vaste supercherie pour essayer de nuire à une expérience telle que celle des lieux de vie qui, de par ses résultats, montre l'inefficacité des institutions de l'Etat. Il faut que cette expérience continue à vivre et à se développer pour accueillir des enfants, rejetés par tous parce qu'ils dérangent, et surtout pour prouver que la tendresse n'a rien de condamnable, comme on tente de nous le faire croire aujourd'hui. Nous, anarchistes, qui la revendiquons haut et fort, continuons et continuerons à nous battre pour que les lieux de vie vivent et se multiplient.

MARTINE

La contre-insurrection perd son pape

La nouvelle de la mort du colonel Trinquier renvoie à des faits, certains d'entre eux appartenant à l'histoire, dont il ne faut pas désaisir la conscience. Théoricien de la contre-insurrection, Trinquier « rationalisera l'ensemble des mesures paramilitaires — opérations spéciales, utilisation de la torture, provocation, action psychologique, manipulation — pour les articuler autour d'un objectif aux deux facettes indissociables : conquête de la population et isolement/destruction de la résistance armée. » (1)

Il s'agit de l'« intégration du renseignement et des tâches opérationnelles » ou, comme l'a défini Klare, « des actions militaires, paramilitaires, politiques, économiques, psychologiques et civiques entreprises par le gouvernement pour briser l'insurrection subversive. » L'école de guerre spéciale américaine comme l'armée britannique, dans son enlèvement nord-irlandais, s'inspireront de ces techniques contre-insurrectionnelles. La France, pour ce qui concerne la sécurité militaire, n'échappe pas à la règle. Les interventions militaires dans les sociétés démocratiques sont légalisées, sinon par le droit, du moins par les circonstances.

Opérations spéciales à l'intérieur d'une guerre spéciale : en effet, l'utilisation massive de l'informatique, l'usage systématique de la torture, tout ce qui justifie finalement un déploiement de techniques et de ressources (scientifiques, économiques, psychologiques), de forces, distinguent cette guerre subversive de toutes les guerres antérieures, qui se résumaient grossièrement aux opérations militaires.

Expériences en Algérie

A l'époque des luttes anticoloniales, de nouveaux concepts militaires étaient très à la mode. Ils avaient pour noms : guerre révolutionnaire, guerre psychologique, guerre subversive, intoxication, contre-guerilla. En Algérie, l'état-major de l'armée française assisté de son service de renseignement (2^e bureau) employa des méthodes peu orthodoxes et ce pour casser l'infrastructure du F.L.N., condition incontournable d'une victoire.

Une directive de Massu précisait : « (il faut) conserver le souci d'éliminer les chefs, les collecteurs, les tueurs et empêcher la reconstitution de cellules démantelées, aussi bien que la reprise du terrorisme ». C'est dans ce cadre que la « bleuite » (de bleus de chauffe, anciens militants F.L.N. ralliés) se développe. Les « bleus de chauffe » participeront à la destruction du F.L.N. lors de la bataille d'Alger. Les opérations spéciales en Algérie, la « bleuite » et les contre-maquis, sont inspirées de la doctrine de Trinquier. La seconde méthode d'action avait été utilisée en Indochine par l'armée Leclerc.

Après la direction des commandos « 34 » de Poncehardier, Trinquier prit, en 1946, le commandement du Groupement de commandos mixtes aéroportés (G.C.M.A.), organisé en relation avec le S.D.E.C.E. (contre-espionnage, maintenant la D.G.S.E.), pour se voir confier l'implantation de maquis anti-vietminh derrière les lignes adverses (raids de pénétration, contacts avec des éléments favorables, en l'occurrence les Méos).

Insatisfait des résultats, il importera malgré tout sa technique des opérations spéciales de type indochinois en Algérie, en les adaptant au tissu urbain. Il mettra en place un dispositif de contre-insurrection à Alger, dans la Casbah, appelé D.P.U. (dispositif de protection urbaine), favorisant le contrôle étroit de la population par l'ilotage et l'action psychologique.

La guerre subversive s'exporte !

Après force péripéties (participation au Comité de salut public à Alger), Trinquier sera contacté pour organiser l'armée katangaise. Paris, effectivement, jouait la carte Tschombé, prônant la sécession du Katanga. Parachuté par Mesmer (alors ministre des Armées), Trinquier ne fera pas l'unanimité auprès des mercenaires belges et cette aventure s'achèvera de façon peu glorieuse. Notre crapule prendra donc une retraite d'écrivain, consignait par l'écrit son savoir-faire : *La guerre moderne* (1961), *Guerre, subversion, révolution* (1968), *Les maquis d'Indochine* (1976)...

Les théories de Trinquier ont nourri les stratèges du Pentagone, lors de la guerre du Vietnam. Actuellement, les *Marines Corps* appliquent les principes fondamentaux de la contre-insurrection. De même, les S.A.S. (Special Air Service), troupes d'élite britanniques et unité spéciale, obéissent aux ordres d'un manuel de F. Kitson (*Low intensity operations*). Engagées en Irlande du Nord, aux côtés de l'armée britannique, les escadrons S.A.S. jouent le même rôle dévolu il y a quelques vingt ans aux troupes de Trinquier.

La subversion, combattue selon les options de Trinquier et Kitson, est avant tout d'essence nationaliste. Les opérations contre-révolutionnaires répondent à des mouvements populaires et s'accommodent mal des groupes de guérilla urbaine, telles la R.A.F. en Allemagne ou les Brigades rouges en Italie. Cependant, le concept fondamental : « élaboration de l'unité civile, militaire et policière » au niveau des décisions politiques est indispensable à tout gouvernement qui a à traiter avec des troubles civils, des conflits, tensions raciales, insurrections... La coopération des trois administrations permet de mener à bien les opérations contre-révolutionnaires.

En France, la Sécurité militaire, directement rattachée au ministère de l'Intérieur, protège l'armée contre les menées subversives de tout ordre. Mission aussi élastique que les moyens dont elle dispose. Véritable police politique, elle viole les droits fondamentaux tant cette administration parallèle se montre imperméable aux ordres du gouvernement. Elle se suffit à elle-même et les appels du contingent comme les militants antimilitaristes sont considérés par elle comme des suspects n°1. Que vienne le temps des troubles (pourquoi pas une grève d'ampleur nationale ?) et les théories des Trinquier et Kitson trouveront un terrain d'application. Tout contrôle « démocratique » étant exclu au départ, il est trop tard ensuite pour enrayer la machine.

HERVÉ

(1) R. Faligot, « Guerre spéciale en Europe », en vente à la librairie du Monde libertaire.

**DOSSIER
TIERS MONDE**

**Quelle aide
pour le tiers monde ?**

SANS vouloir schématiser les problèmes du tiers monde, il est important de rappeler quelques chiffres : 500 millions d'individus (voire 800 millions pour certains) souffrent de carences alimentaires très graves ; 40 000 enfants voient la mort chaque jour ; deux milliards de personnes, soit près de la moitié de la population mondiale, vivent en dessous des normes d'apport minimum de calories (2 500 cal./pers/jour).

Le problème de la faim dans le monde ne cesse de s'aggraver et il est important, en voulant poser les problèmes, de combattre les préjugés tels que la fatalité, la nature, la démographie, la paresse... Ces notions simplistes sont du même ordre que ceux énoncés par le Front national de J.-M. Le Pen à propos de la crise et de l'immigration. Selon certaines études, la terre aujourd'hui peut nourrir près de dix milliards d'êtres humains, quinze jours d'arrêt de production d'armement dans le monde pourrait satisfaire les besoins en équipements sociaux (écoles, hôpitaux, etc.) et, selon les rapports de la Banque mondiale, il suffirait de réorienter 2% de la production céréalière mondiale pour supprimer en partie la malnutrition. Bien sûr ces données restent théoriques et ne prennent pas en compte les réalités de consommation, de production, les intérêts d'Etats... qui les rendent « impraticables », mais elles montrent l'écart important qui existe entre les besoins et les moyens.

Face à de telles situations, on peut se demander quelle solidarité pour le tiers monde ? Comme nous avons pu le constater, l'aide institutionnelle, la charité chrétienne, l'assistance ne changent rien au problème du tiers monde, voire l'aggravent puisqu'elles considèrent les individus comme incapables de surmonter leurs problèmes et essayent de les rendre passifs et mendiants.

Pour les anarchistes, il est important de dénoncer les rapports d'exploitation, le capitalisme et ses multinationales, ainsi que les révolutions au parfum de nationalisme ou de marxisme qui ne suppriment pas les rapports de domination. Il est important de bien comprendre les mécanismes de la faim pour pouvoir agir. Il ne s'agit pas d'exclure l'aide, mais d'être conscient que seul l'avènement d'une société libertaire limitera le sous-développement engendré par le capitalisme.

L'aide d'urgence ?

L'aide d'urgence est la plus connue car la plus spectaculaire, pourtant elle ne représente que 7% de l'aide et intervient quand il y a eu catastrophes telles les sécheresses, tremblements de terre, etc. Dans la plupart des cas, la nature aggrave des situations déjà créées par un système économique. C'était le cas pour le Bangladesh en 1974 après les inondations où la famine fut plus provoquée par les inégalités que par le fait de la nature ; en effet la production de riz, cette année-là, avait été très bonne. En Ethiopie, avec la sécheresse, la population connaît une grande famine, mais seulement 14% des terres cultivables sont effectivement cultivées et 90% de la production sont exportés en U.R.S.S. pour payer les achats d'armements.

Dans les deux cas, les hommes d'affaires et ceux de l'appareil étatique n'ont pas souffert de la famine. Le système d'exploitation est le premier responsable de la famine... Ainsi dans les principes, l'aide d'urgence est condamnable car elle camoufle des réalités politiques et écono-

miques qui sont à remettre en cause. Dans les faits, en revanche, il est important qu'une aide d'urgence intervienne, c'est le B.A.-BA de la solidarité. Il faut aussi réfléchir sur les modalités de l'aide parce que, dans bien des cas, l'aide d'urgence est détournée pour servir à ceux qui n'en ont pas besoin, à moins qu'elle pourrisse dans des entrepôts.

Plusieurs organisations non gouvernementales (Peuples solidaires, Terre des Hommes, Frères des Hommes) mettent en place une aide dite « triangulaire ». En effet, il a été constaté qu'il y avait des zones excédentaires en production alimentaire, pas forcément loin des zones sinistrées. La solidarité, qui prend source dans nos pays, peut donc servir à acheter des denrées aux paysans des zones excédentaires pour les distribuer aux régions déficitaires. Les avantages de ce type d'aide sont multiples :

- pour les régions excédentaires, cela amène des débouchés et une augmenta-

tion vivrière en dehors des marchés capitalistes.

Il existe une multitude d'expériences originales, certaines allant de la coopérative de production à la création d'une école parallèle, d'autres de l'école populaire à la création d'une banque de développement pour financer des coopératives de paysans qui fournissent des coopératives de consommateurs. Beaucoup de ces expériences s'inscrivent dans un projet de développement, en se servant du tissu social existant, pour retrouver des rythmes de vie, de production adaptés aux réalités, plutôt que de rentrer dans le cadre capitaliste et de produire des cultures d'exportation.

L'aide que fournit certaines organisations non gouvernementales (O.N.G.) à ces projets est importante pour que ces initiatives puissent vivre. Si hier, les O.N.G. assistaient, aujourd'hui certaines ont une autre démarche. Ce sont des partenaires du tiers monde qui s'organisent

et condamner le système d'exploitation dans nos pays. Ce n'est pas parce qu'il y a des périodes de famine au Sahel qu'il faille oublier les problèmes dans les pays développés. C'est le même système qui nous exploite et qui exploite les travailleurs du tiers monde.

Aujourd'hui, dans les O.N.G., se développent des débats sur notre société. Ces débats ont surtout été impulsés par les partenaires du tiers monde qui n'hésitent pas à relever les contradictions du travail des organisations non gouvernementales : « Que faites-vous chez vous ? ».

Combattre ici est aussi important que de combattre là-bas. Les libertaires doivent tout faire pour qu'un tel débat ait lieu.

Vers l'autosuffisance et la gestion directe

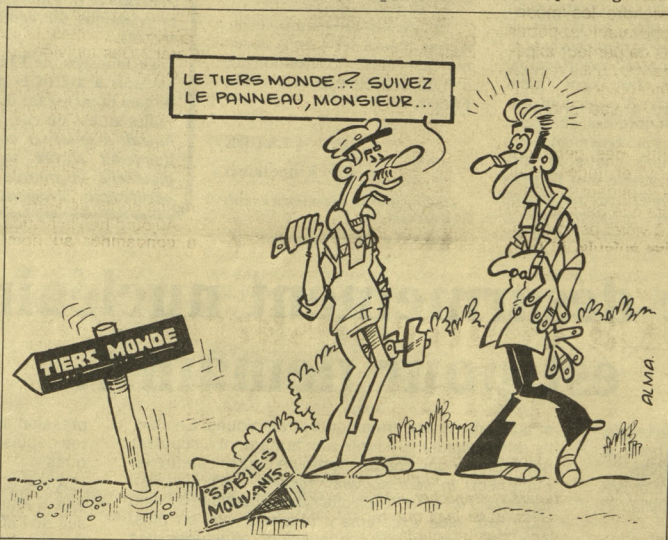
Autosuffisance et gestion directe sont les deux mots-clés pour un réel développement du tiers monde et pour définir notre manière d'agir. Que ce soit pour l'aide d'urgence ou l'aide à long terme, la démarche la plus intéressante qui se dessine actuellement s'inscrit dans une démarche vers l'autosuffisance. Cela signifie la constitution d'un tissu social actif dans les pays du tiers monde qui se responsabilise et crée associations et coopératives.

Ces initiatives recherchent et retrouvent une certaine autonomie et réappropriation de l'outil de production. Ce fait engendre peu à peu un retour à la production dite traditionnelle ou autocratée, c'est-à-dire basée sur les besoins et la réalité, ceci en dehors des circuits du marché mondial capitaliste comme pour les cultures d'exportation. Ne plus dépendre des fluctuations boursières, mais produire pour soi. Cela ne signifie pas un refus du progrès et des échanges, mais un refus du système de consommation capitaliste. Les accepter en revanche en terme de besoins et d'entraide.

Certes, tout ceci n'est pas suffisant. Les initiatives sont souvent isolées et ont des limites fixées par le système dominant. C'est pourquoi un changement de société est important pour donner tout son sens à l'autosuffisance et à l'organisation des travailleurs. Le combat pour la gestion directe des moyens de production et de la production par les intéressés eux-mêmes afin de satisfaire leurs besoins réels est nécessaire.

Les anarchistes doivent dénoncer l'exploitation, montrer leur solidarité avec ceux qui s'organisent ici et là-bas et impulser un mouvement important pour que se coordonnent les projets et pour arriver à la création d'un monde nouveau où coopératives et associations seraient les bases-mêmes de la future organisation de la société.

LAURENT
(Gr. Pierre-Besnard)



tion des moyens financiers ;

- pour les régions déficitaires, cela amène des fonds de développement et une réorganisation des marchés intérieurs ; de plus la nourriture « importée » par l'aide correspond aux besoins et aux habitudes alimentaires.

Cette aide est souvent organisée par les intéressés eux-mêmes telles les associations de paysans. Les denrées sont vendues à bas prix et l'argent sert au développement. L'ensemble relance donc toute un dynamique économique. C'est là un exemple intéressant, même s'il est parfois difficile de contrôler l'ensemble des échanges. Ce genre d'opérations est à étudier et doit être encouragé car elle correspond aux intérêts des travailleurs organisés et elle vaut mieux que toutes les magouilles des Etats qui agissent pour leurs intérêts, en oubliant ceux des travailleurs.

L'aide au développement

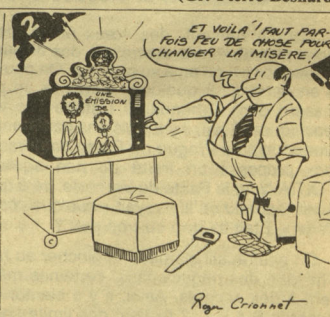
Il serait mal venu de croire que, dans les pays sous-développés, les travailleurs se laissent aller à leurs conditions d'exploités. Dans bien des régions, les travailleurs tentent de s'organiser pour lutter contre le système capitaliste. Un peu partout, nous voyons des gens créer des coopératives, des associations, qui prennent différentes formes, dans différentes disciplines (artisanat, agriculture, éducation, consommation), recherchant à maîtriser les produc-

selon leurs réalités et qui sont soutenus dans leurs projets de développement.

Les anarchistes ne peuvent qu'être solidaires avec certaines initiatives, ainsi qu'avec les O.N.G. qui travaillent à soutenir des projets de développement. Bien sûr, pour les libertaires, un tel travail ne peut se faire qu'en dehors des partis politiques et des Eglises, qui seraient trop heureux de s'approprier de telles initiatives à leurs fins personnelles.

Balayer devant nos portes !

Les problèmes d'exploitation n'existent pas que dans les pays du tiers monde ; ici, il y a chômage, bas salaires... Près de vingt millions d'individus en occident souffrent de malnutrition. Il est aussi important de



Haiti La révolte gronde

DANS ce pays, parmi les plus pauvres du monde, la situation économique et politique ne cessent de se détériorer. La production agricole a chuté, les importations augmentent considérablement, le mécontentement populaire éclate au grand jour.

Une prétendue libéralisation...

A l'occasion du XIV^e anniversaire de son accession au pouvoir, le président à vie Jean-Claude Duvalier annonça, en avril 1985, une série de réformes permettant la renaissance des partis politiques. Dorénavant, pour être légalisé, un parti doit totaliser au moins 15 000 membres et verser à l'Etat une caution d'au moins 150 000 gourdes (1). Mais, surtout, un article de loi précise que « *tout partie politique s'engage à reconnaître dans ses statuts le président à vie de la République comme l'arbitre suprême* ». Aucune amnistie ne fut, naturellement, accordée à cette occasion pour les 60 détenus politiques officiellement recensés.

En riposte, les organisations de gauche ont dénoncé cette farce en distribuant des tracts

dans la capitale, Port-au-Prince. Dès le 21 juin, les autorités ont interdit la marche de protestation contre cette prétendue démocratisation. Tandis que le référendum sur les nouveaux amendements recueillait 99,9% de oui pour la libéralisation du régime.

En août, le seul parti bénéficiant de l'ouverture démocratique fut le Parti national progressiste, créé par des proches du président.

...au service d'une répression accrue

En septembre, une réunion politique fut interdite. A celle-ci devaient prendre la parole trois dirigeants de l'opposition dont Sylvio Claude, du Parti démocrate chrétien. Fin octobre, des manifestations eurent lieu à Gonaïves, qui se répétèrent un mois plus tard. Cette fois-ci, durant les affrontements avec la police, quatre manifestants furent tués. Les corps furent subtilisés afin d'éviter tout rassemblement lors des obsèques. Pour le gouvernement, ces manifestations contre le chômage et la misère sont illégales et « *manipulées par un groupe d'agitateurs professionnels* ».

Depuis lors les événements se succèdent. Le pouvoir a durci également son attitude face à l'Eglise qui semble soutenir les manifestations. En représaille, trois radios chrétiennes ont été contraintes d'arrêter leurs émissions. Les 6 et 7 janvier dernier, de nouveaux affrontements eurent lieu à Gonaïves. Le pouvoir décida alors de fermer les écoles et les universités. Afin de désamorcer la crise, il annonça la baisse de cinq produits de nécessité courante.

Le 11 janvier, à Port-au-Prince, circulaient des tracts appelant la population à une grève générale, mais celle-ci fut peu suivie. De son côté, le patronat a demandé au président de faire preuve de « *tolérance et de modération afin d'élargir le débat démocratique nécessaire à la survie du peuple* », alors que l'armée est en état d'alerte.

La pseudo-libéralisation du régime n'aura servi qu'à rassurer les alliés internationaux d'Haiti dont les Etats-Unis et la France.

JEAN-CLAUDE
(Gr. Kropotkine)

(1) Cinq gourdes équivalent à un dollar américain.



Wackersdorf (R.F.A.) La résistance continue

DES plus de sept cents personnes arrêtées pendant l'évacuation du terrain prévu pour la construction de l'usine de retraitement des déchets nucléaires en R.F.A., à Wackersdorf (Bavière), il en reste encore plusieurs en prison, malgré les protestations du comité des avocats.

Le ministère de l'Intérieur bavarois a averti la population en la menaçant de représailles au cas où elle « *continuerait à se laisser abuser et donnerait encore son aide matérielle et morale à des manifestants irresponsables* ».

Malgré ces menaces, on voyait encore le week-end des 11 et 12 janvier plus de 1 500 personnes sur le terrain « *interdit* », lesquelles empêchaient « *en se promenant* » les travaux d'essartage. Quatre personnes ont été arrêtées. Les « *promenades* » continuent...

Le Medienwerkstatt Franken a fait un film sur l'évacuation du « *village libre* » le 7 janvier. Pour ceux qui sont intéressés : Medienwerkstatt Franken, Bleichstr. 12 a, 8500 Nürnberg 80, R.F.A. (tél. : 19.49.911.28.80.13.).

DAGMAR

Le désarmement nucléaire est pour demain...

Dans chaque guerre entre nations, ou coloniale, la classe ouvrière est dupe et sacrifiée, au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise.

C'est pourquoi le XV^e congrès approuve et préconise toute action de propagande antimilitariste et antipatriotique.

Congrès d'Amiens de la C.G.T., 1906

L y a trois mois se rencontraient Reagan et Gorbatchev, il est déjà prévu qu'ils se retrouvent à l'automne prochain ; il y a un mois, Reagan présentait ses bons vœux aux Soviétiques et Gorbatchev aux Américains. Et voici qu'il y a quinze jours, alors que reprenait encore une fois l'interminable discussion de Genève sur le désarmement (pendant ce temps, la course continue), le chef de l'Etat soviétique présentait des propositions pour un désarmement nucléaire, pour mener à terme « *un processus de libération de la terre des armes nucléaires (...)* au cours des quinze années à venir ». Est-ce à dire que le chef de l'Etat soviétique est plus doux que les brontosaures qui l'ont précédé ? Que par sa politique, l'ordre du monde va changer ? Qu'il pourrait en résulter une paix planétaire ?

Discussions, discussions...

Jusqu'à présent, des vœux pieux, des propositions plus ou moins abstraites, des discussions, des négociations, on en a vu pas mal. On peut facilement s'en remémorer quelques éléments en piochant au hasard dans l'abondante histoire des vœux pieux pacifiques. Ainsi, il y a trois ans par exemple, suite à une réunion à Prague du Pacte de Varsovie, Andropov proposait un traité de non agression entre l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie, ce à quoi Reagan avait répondu qu'il y voyait « *quelque chose à considérer* ». Etait-ce trop ou trop peu ?

On peut aussi s'amuser à piocher au hasard dans l'histoire des négociations, certaines même aboutissant à des accords. Ainsi, il y a bientôt six ans, les accords S.A.L.T. 2 fixaient des limites quantitatives

et qualitatives aux armements stratégiques. En clair, ils ralentissaient la course aux armements, stipulant par exemple que chaque partie ne pourrait mettre en place « *qu'un seul nouveau missile intercontinental terrestre d'ici à 1985* ». Voilà qui ne pouvait être que décevant, plus exactement révoltant car, en plus, cela n'a pas empêché que soient effectuées des recherches pendant ce temps et qu'ainsi soit mise au point, par exemple, l'Initiative de défense stratégique (I.D.S.), autrement nommée « *guerre des étoiles* ».

Des propositions concrètes ?

Voici donc une nouvelle proposition, soviétique, dont Reagan s'est déclaré « *très reconnaissant* » ; mais surtout le président américain a indiqué dans un communiqué que « *la délégation américaine à Genève a reçu des instructions pour mettre en œuvre l'accord dégagé au sommet de Genève et qui vise à faire des progrès très rapides pour obtenir des réductions radicales des armements nucléaires offensifs (1) — y compris un accord intérimaire sur les forces de portée intermédiaire. Si la position présentée par le secrétaire général sert cet objectif, ce sera un pas constructif* ». Ce serait donc sérieux, cette fois ?

Quoi de neuf ? Les propositions soviétiques sont effectivement assez précises pour paraître sérieuses, elles sont chiffrées et datées. Qui plus est, l'Union soviétique montre un certain nombre de concessions par rapport à ses positions passées. Le désarmement s'effectuerait en deux étapes, la première concernant les Etats-Unis et l'U.R.S.S., la deuxième, à partir de 1990, incluant les autres puissances nucléaires. Cela est nouveau car jusqu'à présent l'U.R.S.S. considérait la France et la Grande-Bretagne comme solidaires des Etats-Unis. Une autre nouveauté concerne le contrôle de ce désarmement qui ne serait plus le seul fait des satellites, l'U.R.S.S. admettant désormais « *des inspections sur place* » et se déclarant même « *prête à négocier toutes autres mesures de contrôle supplémentaires* ». Les propositions soviétiques évoquent aussi la sup-

pression des armes chimiques (qui sont déjà interdites depuis 1962) et la « *réduction* » des armes classiques.

A vrai dire, il y a déjà un grain de sable ! S'il n'y a plus d'armes nucléaires, à quoi donc servira le dispositif de l'I.D.S. ? A rien selon Moscou, il faudra donc la supprimer aussi... mais les Etats-Unis voient en l'I.D.S. une garantie et veulent la garder. Il va de soi que s'il faut plusieurs années encore de discussions pour résoudre cette question, d'ici là les données du problème auront encore changé (2).

Bientôt la paix ?

Les anarchistes, souvent qualifiés de doux rêveurs, ne croient pas aux miracles. Il y a un contexte objectivement problématique, dont on peut citer ici encore une fois les éléments les plus connus : goulag, Afghanistan, Pologne, Ethiopie, etc., d'un côté ; Nicaragua, Philippines, Corée du Sud, Haïti, etc., de l'autre (3). Ce contexte, c'est aussi la part des ventes d'armes dans les balances des paiements des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. ; c'est aussi la guerre économique mondiale qui contraint à une compétition technologique qui peut toujours avoir des implications militaires, or la sophistication technologique concourt au maintien d'une hiérarchie politico-militaire des nations, tout en faisant marcher le commerce...

Si des accords se réalisent cependant, et ce n'est pas invraisemblable, il est sûr qu'ils seront limités par les intérêts des signataires, à savoir des équilibres budgétaires d'un côté (les investissements sont de plus en plus coûteux), des nécessités impérialistes de l'autre. Outre leurs aspects propagandistes, les propositions pour le désarmement révèlent surtout que la crise est partout, même chez les apprentis sorciers. Ce qui nous paraît certain, c'est qu'il ne faut pas compter sur les Etats pour qu'ils dépérissent de leur propre volonté, en supprimant eux-mêmes ce qui justifie en grande partie leur existence, ils nous feraient plutôt périr !

Guy Lagrange

URUGUAY

Le syndicalisme résiste au stalinisme et au sectarisme

DU 27 au 30 novembre, après plus de douze années de dictature, s'est tenu à Montevideo le troisième congrès du mouvement syndical uruguayen organisé dans la centrale unique et unitaire P.I.T.-C.N.T.

Premier congrès après la dictature

Les deux sigles P.I.T.-C.N.T. (Plénum intersyndical des travailleurs, Convention nationale des travailleurs) tendent à indiquer la continuité historique de l'actuelle structure syndicale avec celle qui existait avant le coup d'Etat.

La C.N.T. a été fondée en 1964 et tous les courants syndicaux s'y retrouvaient, y compris le courant libertaire ; elle fut mise hors-la-loi par la dictature en 1973 et ses dirigeants recherchés. Cependant la C.N.T. continuera à agir, durant toutes ces années, dans la clandestinité.

Le P.I.T. apparait publiquement en 1982 (coordonnant quelques syndicats qui pouvaient développer leur activité légalement) pour organiser le Premier Mai ; les organisateurs avaient espéré que l'appel à participer serait suivi par quelques dizaines de milliers de travailleurs, mais en réalité ils furent plus de cent mille.

Le P.I.T. commença alors à réorganiser le mouvement syndical, un mouvement fondamentalement jeune. Après le 1^{er} mai 1983, au sigle P.I.T. vient

s'ajouter celui de la C.N.T. pour souligner l'existence d'un mouvement syndical unique. Les travailleurs uruguayens avaient tenu leur dernier congrès syndical en 1971. Quatorze années sont passées et les problèmes et les contradictions que devait résoudre ce troisième congrès étaient nombreux, trop sans doute pour être tous résolus.

La manœuvre des militants communistes pour contrôler le congrès

Les syndicats où se trouvaient en majorité des militants du Parti communiste uruguayen gonflèrent artificiellement le nombre de leurs adhérents pour avoir ainsi un nombre supérieur de délégués au congrès, un délégué étant attribué par tranche de 200 militants.

Au cours du congrès, deux positions divergentes apparurent : d'une part la conception triomphaliste du P.C. qui estimait que le mouvement syndical n'avait pas commis d'erreurs dans la lutte contre la dictature, et, d'autre part, la position des syndicats sous forte influence de la « tendance combattive » qui critiquaient la direction majoritaire du mouvement syndical pour la conduite hésitante de la grève générale en riposte au coup d'Etat militaire de 1973.

Cette tendance critiquait surtout l'attentisme et confusionnisme que la direction syndicale de l'époque (P.C.) avait déve-

loppé dans la classe ouvrière en admettant la possibilité d'un coup d'Etat militaire progressiste.

Les textes en discussion au congrès ne purent être discutés par les travailleurs car ils n'avaient été diffusés qu'une semaine avant le congrès.

Dès lors, les dés étaient pipés. Il suffisait, pour maintenir l'unité, d'attribuer la présidence d'honneur du congrès à deux syndicalistes qui représentaient les deux courants opposés du mouvement syndical : Leon Duarte, disparu en Argentine en juin 1976, syndicaliste libertaire, et Gerardo Cuesta, dirigeant syndical communiste mort dans les prisons de la dictature.

Le départ des syndicats les plus importants

Dès les premiers votes, la majorité artificielle du P.C. se fit sentir : il pouvait compter sur 740 voix et les autres secteurs sur 506 voix.

La question de la représentativité du syndicat des travailleurs de la canne à sucre souleva d'emblée un problème, le parti communiste ayant organisé juste après la dictature un syndicat concurrent de celui qui figurait parmi les fondateurs de la C.N.T.

Puis vint la question de la participation des syndicats de l'Enseignement qui avaient un fonctionnement indépendant. Les secteurs de l'opposition présen-

tèrent alors une motion qui, considérant le manque de base minimale permettant aux travaux de se poursuivre sur la base de l'unité et de la solidarité, préconisait de suspendre les travaux du congrès pour huit jours, afin de permettre une réflexion et de convoquer un congrès extraordinaire dans les six mois à venir.

La motion fut repoussée et 506 délégués, majoritaires de 26 syndicats (couthouc, santé, enseignement, banque, pétrole, électricité, téléphone, etc.) et les minoritaires de 34 autres syndicats quittèrent la salle du congrès. Les délégués représentaient plus de 100 000 travailleurs et, parmi eux, se trouvaient six des sept membres du secrétariat exécutif du P.I.T.-C.N.T.

Les délégués de la Coordination étudiante, qui participaient comme observateurs, se solidarisèrent avec ces délégués.

Les communistes restent seuls

Le parti communiste fit alors voter à l'unanimité toutes les questions à l'ordre du jour, y compris la nomination de la direction de la centrale.

Au cours des semaines suivantes se sont tenues des assemblées d'usines pour débattre des résultats de ce troisième congrès. Partout la position des 506 délégués « dissidents » fut ratifiée très largement par les travailleurs.

Le Parti communiste uruguayen n'avait plus que cet objectif à atteindre, contrôler le P.I.T.-C.N.T., s'il voulait jouer un rôle important dans le pays. En effet, sa stratégie politique dans le Front large, avec notamment les socialistes, ne lui a pas apporté les résultats escomptés aux élections de novembre 1984 et le P.C. a également perdu la majorité dans la Fédération des étudiants universitaires.

Il s'était bien assuré une majorité de délégués, ne laissant aucun espace pour le débat démocratique, mais il n'avait pas imaginé que 506 délégués représentant les plus gros syndicats du pays pouvaient, au second jour du congrès, prendre la décision de le quitter.

Les nouveaux militants pour un syndicalisme de base et de participation

L'initiative du départ ne correspond pas aux décisions des partis ou des groupes opposés au parti communiste (P.S., gauche révolutionnaire, Démocratie chrétienne, etc.). Ce sont les « nouveaux militants syndicaux », ceux qui créèrent le P.I.T. durant la dictature qui prirent cette décision de refuser de participer à un congrès qui n'était qu'une farce.

Evidemment le parti communiste n'a pas tenu compte de ces nouveaux militants qui furent les protagonistes de la résistance

ouvrière à la dictature, plus attachés par leur formation à la participation de la base, à la démocratie ouvrière, au pluralisme, qu'à l'unité, éternel motif du P.C. pour attirer les diverses opinions. Il est clair qu'en Uruguay, comme dans le reste de l'Amérique latine, il y a deux façons de faire du syndicalisme. D'abord celle du P.C., mais également celle du péronisme argentin ou celle du syndicalisme vénézuélien étroitement lié aux partis de gouvernement, qui font un syndicalisme de médiation, bureaucratique, appendice d'un parti.

Et puis, il y a ceux qui revendiquent un mouvement syndical combatif qui lutte pour des transformations profondes, pluraliste, indépendant des partis. Le mouvement syndical latino-américain oscille entre ces deux pôles.

Il est clair que tous les délégués « dissidents » ne veulent pas un syndicalisme différent de celui du parti communiste, beaucoup ont été poussés par les circonstances et sont certainement plus intéressés à conserver leurs postes de commande qu'à développer la démocratie ouvrière. Mais ces événements laisseront leur empreinte au sein du mouvement des travailleurs et il est clair que pour le mouvement syndical la défense du pluralisme et de la démocratie ouvrière est essentielle. Pour le P.C., ceci est une défaite ; pour la première fois en trente ans, les dirigeants communistes admettent avoir fait une erreur.

Les libertaires et le mouvement syndical

A ce congrès étaient présents des délégués d'orientation libertaire qui représentaient diverses catégories syndicales. Mais leur présence n'était pas organisée et pour cela ils n'ont pas adopté une position propre, ou seulement coordonnée, face aux événements du congrès. Ils firent partie des 506 dissidents, mais sans que soit mis en évidence leur différence politique.

Les difficultés de coordination entre militants libertaires au niveau syndical ne sont pas l'expression d'un manque de présence militante dans les entreprises (cette présence s'affirme partout, et notamment parmi les travailleurs de l'électricité), mais résultent en fait des problèmes d'organisation du mouvement libertaire au niveau de l'organisation spécifique.

Dans ce sens, nous espérons que le congrès de re-fondation de la F.A.U. (Fédération anarchiste uruguayenne) pourra servir à organiser toutes les expressions du mouvement libertaire uruguayen, et pas seulement une minorité, et que dans le même temps la F.A.U. soit un instrument dynamique au niveau social et politique.

L'espace pour une action de caractère libertaire existe, le travail consiste à savoir l'occuper.

C. AGUIN (correspondance)

Des nouvelles de Grèce

Il est vrai qu'en Grèce, l'anarchisme n'a pas d'origine profonde ou ne se réclame pas d'une tradition historique comme ailleurs. Même si, on peut remarquer des faits et gestes anarchistes à Patras (influence italienne), à Agrinio (Crète), à Athènes au siècle dernier. Il est vrai également que pendant les années 40 (avant et après la Seconde Guerre mondiale), les anarchistes n'ont pas montré une forte présence.

Sous le régime fasciste des colonels, les premiers groupes anarchistes ont commencé à se présenter, timidement au début, plus franchement ensuite. Le Parti communiste grec, à cette époque, ne pouvait pas tout contrôler. A la chute de la dictature, la classe ouvrière descendait dans la rue, y affrontait la police malgré les efforts du parti communiste visant à contrôler ces mobilisations.

Le rôle des partis communistes (en Grèce, il y a deux partis officiels : l'eurocommuniste et le « stalinien ») et des organisations gauchistes fut, et est toujours, on l'a vu lors des récents événements, d'envahir et de dominer (de connivence avec l'Etat ?) les idées,

les luttes, les faits qu'ils soient spontanés ou dirigés. La stratégie de l'Etat est la même, il s'agit de réprimer la révolte ou de l'adoucir pour apprivoiser l'esprit révolutionnaire. La politique du parti socialiste au gouvernement est de « laisser dehors » ceux qui ne peuvent être intégrés, les acculant à la marginalisation, à l'illégalité, ou de les assimiler.

C'est dans ce cadre que le parti socialiste s'est montré plus subtil que la droite car il a tenté l'assimilation, essayé de construire un « Etat social ». Sans résultats positifs... Le gouvernement a, par exemple, subventionné les journaux politiques (y compris la presse anarchiste). Après avoir compris que les « anars » se refusaient à toute intégration,

il a tenté de faire passer un projet de loi selon lequel les anarchistes « se » (sic) considèrent comme « a-sociaux ».

L'Etat grec ne s'est pas lassé de réprimer ces derniers temps, en particulier le mouvement anarchiste. Les camarades emprisonnés après les manifestations ont tous été libérés (le témoin de l'assassinat comme le réfugié turc) après avoir été contraints de payer des amendes de 2 500 francs français. Des collectes ont eu lieu en solidarité. Les relaxés attendent actuellement leur procès.

Des compagnons grecs

Il est à signaler qu'une manifestation du mouvement anarchiste grec a eu lieu, il y a peu, en soutien à Omori. Les forces de l'ordre sont intervenues très violemment.



LES « Cahiers de la pédagogie libertaire », que nous avons déjà accueillis lors de la parution de leur brochure consacrée à Francisco Ferrer, viennent d'éditer un nouveau titre : « Le Sphinx rouge », roman d'Han Ryner. C'est autour de ce texte et de son auteur que se tiendra le prochain débat, samedi 1^{er} février, à partir de 14 h, de la librairie du Monde libertaire. Un voyage au cœur de l'individualisme...
GERARD

« Le Sphinx rouge » de Han Ryner

APRÈS un premier livre consacré à Francisco Ferrer, l'Institut d'histoire des pédagogies libertaires nous propose aujourd'hui la réédition d'un roman de Han Ryner publié pour la première fois en 1905 : *Le Sphinx rouge* (1).
A première vue, un tel choix semble étrange. Han Ryner en effet ne passe pas pour être spécialement branché en matière d'éducation. De plus, un roman ne constitue pas vraiment le support idéal pour aborder la problématique complexe de l'éducation libertaire. L'essai

ou le témoignage semblent plus appropriés. Alors pourquoi rééditer ce roman au style empoulé et à l'écriture engoncée ?

En fait, dès les premières pages de ce livre on se rend compte que ce roman n'a de roman que le nom. Certes, il y a des personnages, une histoire... Mais tout cela sonne faux. De toute évidence, il s'agit là d'un prétexte et au fur et à mesure qu'on avance dans la lecture de ce bouquin, cela saute de plus en plus aux yeux : *Le Sphinx rouge* est avant tout un discours. Le discours d'Han Ryner

sur les choses, la vie, l'homme, les hommes, la société... Le discours d'un individualiste refusant l'étiquette de l'anarchisme et se proclamant a-social.

Et dans ce discours, les problèmes éducatifs sont largement abordés. Han Ryner, en effet, nous explique pourquoi il est partisan de la liberté, de l'autonomie, du libre épanouissement... de l'individu, et donc de l'enfant. Pourquoi il se refuse à imposer quoi que ce soit à qui que ce soit. Ce qui l'amène, en estimant que l'apprentissage de la lecture, de l'écriture... doit

s'effectuer à la seule demande de l'individu, à refuser l'école et la transmission organisée du savoir.

Bref, dans ce discours, c'est incontestablement une conception « libertaire » des relations humaines qui se fait jour. Mais s'agit-il pour autant d'éducation et mieux d'éducation libertaire ?

Sébastien de Ribés, par la bouche duquel parle Han Ryner, affirme que non. Il dénonce le caractère autoritaire de toute éducation, fusse-t-elle celle de la liberté. Car l'éduca-

tion en tant que telle est toujours un projet qui prend l'individu pour objet. Et c'est pourquoi Han Ryner refuse d'éduquer. Il préfère « induquer ».

Bien évidemment, il serait aisé de critiquer une telle conception des choses. Etre a-social, vivre en dehors du « troupeau », « libre », n'est pas à la portée de n'importe qui. Tout le monde ne possède pas comme Sébastien de Ribés une ferme... et un trésor dans son jardin.

Mais là n'est pas l'essentiel. Car, malgré l'élitisme foncier de l'individualisme à la mode Han Ryner, qui l'amène à refuser le concept même d'éducation dont la connotation sociale est évidente, il n'en demeure pas moins que l'on se trouve en présence d'une conception libertaire des relations humaines. Et de ce point de vue, il est possible de dire que Han Ryner prône un type de pédagogie libertaire.

Comme on le voit, l'Institut d'histoire des pédagogies libertaires n'a pas réédité ce texte par hasard. Il appartient corps et âme à la galaxie des pédagogies libertaires. Certes, l'élitisme qui lui colle à la peau le rend souvent irritant, mais si l'on dépasse le stade premier du sentiment on s'aperçoit très vite qu'il pose des problèmes de fond. Et c'est cela l'essentiel !

On l'aura donc compris, même si l'on convient de chasser les lunettes de la critique, ce texte est à lire. Son absence de dimension sociale lui permet de voyager dans l'infiniment petit de l'individu et des relations individuelles. Et comme c'est un voyage dont le but est la liberté, il serait dommage de ne pas profiter des photographies qui en émaillent le compte rendu.

J.-M. RAYNAUD

(1) Han Ryner, « Le Sphinx rouge », éditions de l'Institut d'histoire des pédagogies libertaires, en vente à la librairie du Monde libertaire, 80 F.

Approche critique de l'individualisme dans l'éducation libertaire

TOUT propos sur l'éducation se situe dans l'un ou l'autre de ces domaines : les techniques pédagogiques ou les contenus de formation. Avec qui parle d'éducation, on s'accorde généralement sur les « techniques ». Tel, qui tient l'imprimerie comme instrument officiel de l'autonomie, s'oppose à tel autre, partisan de l'informatique. Il y a aussi celui qui parle de ces deux-là comme de « techniques ». Il y a encore les tenants plus ou moins exclusifs de l'art enfantin, de l'expression corporelle...

Pourtant, je le crois, on s'accordera sur les techniques pédagogiques (1) car il y a une réelle parenté entre la vie quotidienne (2) dans les classes de tous ceux qui, sous un label ou un autre, se réclame de l'école moderne, l'éducation nouvelle, la pédagogie libertaire ou institutionnelle. Mais on s'accordera aussi sur un autre point : ne pas trop parler du contenu. Il faut dire que jusqu'alors dans le flou des instructions des ministres de

droite, comme dans la douce illusion de la période Savary, on laissait implicitement à l'écart ce point de friction.

Et puis vint Chevènement et la plus formidable réaction pédagogique depuis la reprise en main des instituteurs laïques par la III^e République, puis par l'Etat français de Pétain et co. Le contenu est maintenant le premier souci des instructions officielles et il suffit d'une lecture même superficielle de ce *pensum* pour comprendre que les affirmations de Chevènement concernant le libre choix des méthodes pédagogiques laissées aux enseignants ne sont que mensonges. Le contenu du programme d'histoire ou de sciences, par exemple, exclut toute recherche tâtonnante et impose le cours magistral suivi du traditionnel résumé à apprendre « par cœur ».

Ce contenu, c'est non seulement la transmission d'un savoir réputé objectif — patrimoine de toutes les classes sociales —, mais

aussi par l'éducation civique, la transmission d'une idéologie qui clame son nom : nationalisme, patriotisme et culte de peau. Cette reprise en main, menée à grands renforts de tapage médiatique suscite, il faut bien le reconnaître, de très faibles protestations des mouvements pédagogiques.

Peut-on sur ce problème des « contenus de l'enseignement » et particulièrement pour l'« éducation à la paix » dépasser le simple refus des instructions « va-t-en guerre » et tenter de faire partager nos convictions pacifistes et internationalistes aux enfants ? Après les instructions Chevènement, verra-t-on dans cet Etat socialiste — et pourtant national — les interdictions professionnelles ?

Le n°2 des « Cahiers de l'I.H.P.L. », *Le Sphinx rouge* de Han Ryner, n'apportera pas de réponse à ce problème immédiat et quelque peu politique : que faire face à des instructions officielles qui imposent un tel contenu de forma-

tion à l'école élémentaire ? Ce n'est pas non plus directement une réflexion sur l'« éducation à la paix », c'est d'abord une approche individualiste de l'éducation libertaire (3). Je ne sais si l'« induction » de Han Ryner échoua, mais je pense que la pratique de la coopérative et celle de toutes les techniques des mouvements d'école moderne se doivent d'être particulièrement au service de l'« éducation à la paix » (4). Et sur ce point nul doute que l'on ne s'accordera pas unanimement. Qu'on en cause et tombera ce mur du silence derrière lequel les Hommes de Chevènement font leurs « mauvais coups ».

JEAN-PIERRE

(1) Célestin Freinet parlait de « techniques Freinet », jamais de « pédagogie Freinet ».

(2) René Lafitte, « Une journée dans une classe coopérative », éditions Syros. André Giroit et Christian Poslaniec, « Une journée à l'école en pédagogie Freinet », éditions Retz.

(3) Bulletin n°2 de l'I.H.P.L. (Caradeuc, La Harmoye, 22320 Corlay).

(4) « Zéro de conduite », n°8-9, 77, rue des Haies, 75020 Paris (dont la lecture est indispensable).

Han Ryner et nous

HAN RYNER, de son vrai nom Henry Ner, n'est pas à proprement parler un inconnu. De nombreux ouvrages de lui ou sur lui sont encore disponibles ou bien ont été réédités. Le travail inlassable de Louis Simon et des Amis de Han Ryner a permis en tout cas de maintenir vivant le souvenir de celui qui fut un jour sacré « Prince des conteurs ».

L'image que même des militants libertaires peuvent se faire de lui ne demeure pas moins assez imprécise, et pour cause ! Ryner occupe sans doute une place bien à part au sein du mouvement anarchiste français. Théoricien individualiste, militant pacifiste et libre-penseur, il fut pendant plus de trente-neuf ans et jusqu'à sa mort étroitement mêlé aux vicissitudes de celui-ci. Ecrivain, conférencier et journaliste aux activités multiples, Ryner a beaucoup écrit et son œuvre tant « philosophique » que romanesque est considérable. En marge de l'activité militante à proprement parler, il ne se considéra jamais pour autant comme un « en-dehors » à la manière d'Armand, mais plutôt comme un « franc-tireur » libre de sa parole comme de sa plume.

Ryner était un individualiste et toute son œuvre est un appel constant aux hom-

mes pour qu'ils rompent les chaînes qui les asservissent, autant celles du dehors que celles intérieures des préjugés, plus subtiles mais toutes aussi lourdes à porter. En cela, il rénove et perpétue, comme d'autres individualistes de son époque, le discours sur la servitude volontaire de La Boétie.

Ryner cependant ne fut jamais un « doctrinaire » et ses idées, même si elles furent exposées parfois sous forme de « catéchisme » ou de « manuel », n'ont rien de dogmatiques. Ennemi déclaré de tous les dogmes, il sut déjouer le piège d'enfermer sa pensée dans des cadres trop étroits. Dans sa production d'ailleurs, les ouvrages consacrés à l'exposition directe de ses idées sont relativement peu nombreux et n'ont rien d'un exposé philosophique systématique. Qu'il s'agisse du *Subjectivisme*, de *La Sagesse qui rit* ou du *Rire du Sage*, nous sommes confrontés avant tout à une suite continue d'impressions que l'auteur veut transmettre au lecteur.

Anticlérical, il n'hésite pas à écrire *Le Cinquième Evangile* ou à flirter avec des figures attachantes du christianisme. Matérialiste, il ne niait pas pour autant l'idéalisme. Révolutionnaire, il refusait la

violence. Autant de prises de positions qui n'étaient pas d'ailleurs du goût de tout le monde dans les milieux anarchistes et un Libertad, par exemple, lui a exprimé publiquement son agacement pour ces positions « modernes ». Ryner sut néanmoins se garder en dehors des querelles qui déchiraient les milieux individualistes et conquiert durablement l'estime de tous. Il évita surtout soigneusement de jouer au maître à penser de qui que ce soit, et s'il eut des disciples tel Hervé Coatmeur (son fils spirituel !) ce fut bien malgré lui.

Avant d'être l'homme d'un parti, Ryner était un « socratique » qui voulait aider les individus à se « connaître eux-mêmes ». L'image qu'il affectionnait le plus de lui-même (et non sans une certaine complaisance) était d'ailleurs celle du sage placé au-dessus des querelles. L'individualisme rynerien diffère aussi d'une manière profonde de l'esthétisme des adeptes du culte du moi. Sa philosophie pacifiste et libertaire fit de lui un opposant farouche de cet individualisme nietzschéen de la volonté de puissance, auquel il opposa son individualisme d'autonomie.

Individualiste social, toute son activité fut tournée vers le social. Loin de se

désintéresser du monde environnant ou de rester enfermé dans la tour d'ivoire des spéculations philosophiques, Ryner n'hésita jamais à intervenir dans la mêlée, venant apporter chaque fois que cela était nécessaire sa contribution écrite ou orale à la cause des opprimés.

Certes presque un demi-siècle après sa mort, une partie de son œuvre, surtout littéraire, a vieilli. Mais la leçon rynerienne demeure valable et sa vision large et ouverte de l'individu et des rapports sociaux peut nous servir de guide et de point de référence utile pour renforcer notre action militante. Car si l'individualisme en tant que « doctrine » de régénération sociale (sous la forme que lui avait donné un Paraf-Javal ou un Lorulot) a mal résisté à l'usure du temps, l'exigence de la défense de l'« individu » devant les progrès monstrueux du totalitarisme demeure entière.

La lecture ou la relecture de Ryner doit donc, à notre avis, pouvoir nous aider à nous réapproprier cette direction « individuelle » de la lutte sociale que tout projet d'émancipation véritable ne peut pas négliger, sans se renier lui-même.

GAETANO

Misère politique de l'électeur moyen en France

SOUS le régime de la démocratie le peuple est souverain, ce qui veut dire qu'il n'existe pas de pouvoir supérieur à celui qu'il possède collectivement. Bien que le peuple soit souverain et que la puissance publique ne soit en principe qu'une autorité de second rang, c'est celle-ci qui l'emporte largement dans la réalité.

En démocratie, le vote d'un électeur en faveur des candidats d'un parti ou d'une coalition, donc d'une certaine orientation politique, est sa contribution à la formation de la « volonté générale ». Dans tous les cas, l'idée d'une « volonté générale » suppose que chaque électeur possède un minimum de connaissances politiques, notamment sur le rôle des institutions, les doctrines et les programmes des partis en compétition, les grandes questions d'actualité en politique intérieure et étrangère.

Une conception magique du pouvoir d'Etat

La masse du corps électoral est formée de ce qu'on appellera des « électeurs moyens ». Or ceux-ci se vantent volontiers de « ne pas faire de politique ». Non seulement, ils reconnaissent qu'ils ne savent presque rien des questions politiques, mais ils ne veulent pas non plus les connaître. Ils n'ont sur les courants de pensée qui s'affrontent qu'une idée extrêmement floue, vague et approximative.

Leur connaissance de la politique internationale est pareillement incertaine. Elle se réduit aux images que le journal télévisé leur jette aux yeux chaque jour. L'opinion qu'ils se font des personnalités, des hommes d'Etat et des politiciens étrangers traduit deux ou trois sentiments primaires que leur inspire une information de masse soigneusement orientée par les forces politiques et économiques dominantes, en dépit d'une apparence d'objectivité et d'indépendance.

Leur attitude à l'égard des principaux porte-parole des partis nationaux ne résulte pas, d'ailleurs, de motivations plus sérieuses. Ils ont tendance à ne voir en eux que ce qui leur paraît caractériser leur individualité et à négliger ce qui fait le contenu de l'orientation politique dont ils sont les agents. Et comme sous ce rapport les sentiments d'hostilité l'emportent souvent sur les sentiments d'attachement, leurs choix électoraux sont plus souvent des votes contre les dirigeants dont ils n'évaluent pas les partisans que pour ceux dont ils prennent les candidats pour représentants.

Cette attitude humble des électeurs moyens en France a une raison profonde. A leur yeux, la politique est une sorte de science sacrée ou de religion scientifique dont on ne peut connaître les mystères que par une initiation longue et difficile. Seule celle-ci permet d'acquérir le savoir nécessaire pour opérer, par l'usage adéquat de la force magique du pouvoir d'Etat, les miracles qu'ils attendent et exigent.

Cependant, dans la mesure même où ils considèrent la politique comme une sorte de science sacrée et les politiciens, à un degré moindre les militants des partis, comme une catégorie intermédiaire entre des prêtres plus ou moins magiciens et des savants plus ou moins techniciens, ils exigent de ceux

qu'ils portent au pouvoir qu'ils trouvent rapidement et administrent sans attendre le remède magique qui guérira les maux dont ils souffrent. Si celui-ci n'a pas d'effet, malheur à ceux qui gouvernent ! Ce ne sont que des bons à rien, des nullités, des zéros... A la prochaine occasion, les électeurs moyens qui leur avaient fait confiance porteront au pouvoir d'autres magiciens qui seront, du moins l'espèrent-ils, capables de trouver le remède introuvable.

Electeurs moyens et électeurs nuls

Le type de l'électeur moyen, peu conscient politiquement, est largement répandu en France. Pour beaucoup d'entre eux, l'ignorance des choses politiques n'interdit pas le maintien d'une certaine fidélité à tel ou tel parti. Il existe cependant une autre catégorie d'électeurs, qu'on appellera les électeurs nuls, chez lesquels les traits de l'électeur moyen s'accusent tellement qu'ils ne présentent plus que des caricatures grotesques de citoyens. Ce sont assurément les plus ignorants en matière politique, ceux qui refusent par système d'avoir une opinion précise, ceux qui prennent leur décision au der-



nier moment, au hasard ou sous le coup d'une impulsion ; en un mot ceux qui forment le « marais ».

Bien qu'ils ne soient qu'une minorité dans le corps électoral, ces électeurs moyens ont parfois la possibilité de départager les électeurs fidèles des différents courants de pensée. Cela se produit lorsque deux grands partis ou deux coalitions s'affrontent avec des forces à peu près égales. C'est probablement ce qui est arrivé au printemps de 1981.

La grande déception des électeurs moyens de gauche

Les socialistes et les communistes, tout comme les libéraux et les nationalistes, ont un électoral formé d'électeurs moyens pour une large part. Or la politique que le gouvernement socialiste et sa majorité parlementaire mènent depuis cinq ans les a très fortement déçus. Ce qu'ils lui reprochent, ce n'est pas tant le fait qu'elle n'a guère de rapport avec le programme de réformes proposé avant les élections de 1981. Beaucoup ne l'avait pas lu, faisant confiance les yeux fermés aux candidats socialistes de l'Union de la gauche. En outre, il n'avait pas particulièrement enthousiasmé ceux qui en avaient pris connaissance.

En revanche, ce que ces électeurs reprochent avec amertume à la politi-



que socialiste, c'est d'abord de n'avoir pas résolu miraculeusement le problème lancinant du chômage, ensuite d'avoir augmenté trop lourdement les impôts et les taxes des salariés moyens, afin de donner à ceux-ci le sentiment très net que ce sont eux qui supportent le poids principal de la politique de rigueur.

En 1981, les conservateurs modérés ont perdu le pouvoir parce qu'ils n'avaient pas trouvé le moyen de résoudre miraculeusement le problème du chômage. Devenus depuis des conservateurs radicaux, ils paraissent avoir actuellement de grandes chances de le reprendre facilement en mars parce que les électeurs moyens de gauche reprochent aux socialistes, qui se sont mués entre-temps en conservateurs modérés, de n'avoir pas su non plus accomplir le miracle attendu. Voilà l'électeur moyen en France ! Voilà sa capacité politique !

Les électeurs moyens des partis libéraux paraissent plus conséquents que ceux de gauche en raison de leur fidélité politique. Cela prouve-t-il qu'ils sont politiquement plus capables ? En 1981, ils soutenaient le « libéralisme social » des giscardiens contre le socialisme dirigiste et favorable à la nationalisation de quelques grosses banques et entreprises industrielles. Aujourd'hui, bien que les socialistes aient renoncé complètement à toute idée de dirigisme et qu'ils aient repris à leur compte le libéralisme social de leurs prédécesseurs, les électeurs moyens qui votaient pour les giscardiens, libéraux sociaux en 1981, sont devenus favorables au libéralisme radical de Giscard d'Estaing, Barre et Chirac !

Ce n'est qu'une question de tactique commandée par les circonstances. On était hier libéral social, on est aujourd'hui libéral radical, qui sait si demain on ne sera pas nationalistes ? Pour les électeurs moyens de droite, le miracle est un phénomène permanent dès lors que les « messieurs » sont aux pouvoirs. Il ne seraient déçus que si ceux-ci devenaient soudain socialistes. Mais cela n'arrive jamais.

L'horizon politique des électeurs moyens

Les électeurs moyens en France ne brillent pas par l'étendue et la profondeur de leurs vues politiques. En général, c'est une seule grande question qui détermine leur vote. Il était un temps où c'était celle du régime constitutionnel. Aujourd'hui, c'est la question économique et sociale. Les autres problèmes politiques les intéressent beaucoup moins ou ne les préoccupent pas du tout. C'est pourquoi on ne peut certainement pas déduire de la baisse sensible de popularité d'un gouvernement que le corps électoral s'oppose systématiquement à tous les aspects de sa politique.

Ainsi, c'est à cause de sa politique économique et sociale que le gouverne-

ment socialiste se trouve présentement en minorité dans le pays. Peut-on en déduire que la majorité des électeurs conteste pareillement sa politique étrangère ou celle qu'il mène dans des territoires d'outre-mer comme la Nouvelle-Calédonie ? Les électeurs se moquent des Canaques et des Caldoches et n'admettraient certainement pas une nouvelle guerre coloniale.

Ils se désintéressent pareillement, d'ailleurs, des divers problèmes internationaux, qu'il s'agisse des rapports entre l'Ouest et l'Est ou entre le Nord et le Sud, qu'il s'agisse de la résistance afghane ou de la lutte polonaise, des menaces américaines sur le Nicaragua ou des manifestations chiliennes. Il n'y a guère, dans une certaine mesure, que les questions propres à la Communauté économique européenne, parce qu'elles ont souvent des effets directs sur leur vie quotidienne, qui les détournent de leur horizon politique étroitement limité.

Pour un citoyen s'autogouvernant

La misère politique des électeurs moyens français est immense. Ce sont eux, pourtant, qui, par leurs votes dans les consultations électorales, légitiment l'existence du pouvoir d'Etat, la politique des gouvernements et l'action législative des députés. C'est en grande partie grâce à eux, bien que leur choix soit sans valeur réelle, que les mandataires s'estiment fondés à édicter, au nom du peuple, des lois, des décrets et des règlements, à prendre toute sorte de mesures concernant tel ou tel aspect de la vie sociale, telle ou telle catégorie de personnes sans consulter les intéressés, et à les faire appliquer d'une manière autoritaire par l'appareil de l'Etat.

D'un point de vue à la fois psychologique et juridique, on peut donc dire que la tyrannie des lois et de l'Etat exprime, sous le régime de la démocratie, la tyrannie des électeurs moyens. L'anarchisme ne pouvant croire que dans la mesure où grandit le nombre des citoyens politiquement conscients et aptes par conséquent à s'autogouverner ; il lui faut provoquer la diminution constante, par une propagande éducatrice, de la masse des électeurs moyens. Il n'est pas nécessaire que les citoyens s'autogouvernent et pouvant administrer directement la vie sociale soient la majorité pour qu'on puisse instaurer l'anarchie.

Mais cette révolution libertaire qui deviendra un jour ou l'autre une réalité sociale en Europe, il faut bien qu'elle commence dès à présent dans les esprits des individus. C'est pourquoi chaque anarchiste, tel qu'il est, là où il est, sous la forme qui lui convient le mieux et avec les moyens dont il dispose, s'efforce d'en répandre les principes autour de lui tout en essayant d'éduquer politiquement les électeurs moyens qui l'environnent.

JEAN FONTA